

2004

RAPPORT FINANCIER

En vertu des articles 22 et 170
de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001,
portant exécution du code
des sociétés, le rapport financier
est établi en milliers d'euros.



TABLE DES MATIERES DU RAPPORT FINANCIER

COMPTES CONSOLIDES DU GROUPE CFE	3
1. BILANS CONSOLIDES COMPARES	4
• Actif	4
• Passif	5
2. RESULTATS CONSOLIDES COMPARES	6
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	7
3. TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE	8
4. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	9
• Introduction	9
• Actif	10
• Passif	13
• Compte de résultats	15
5. ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES	17
6. RAPPORT DES COMMISSAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	27
 COMPTES SOCIAUX DE LA COMPAGNIE D'ENTREPRISES CFE SA	29
1. BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE	30
• Actif	30
• Passif	31
2. RESULTATS COMPARES AU 31 DECEMBRE	32
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS	33
3. ANALYSE DU BILAN	34
• Actif	34
• Passif	36
• Droits et engagements hors bilan	38
4. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTATS	39
5. ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX	42
6. BILAN SOCIAL	52
7. SOCIETES MOMENTANEEES	55
8. RESUME DES REGLES D'EVALUATION	56
9. RAPPORT DES COMMISSAIRES	58
10. NOMINATIONS STATUTAIRES	59



2004

COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE CFE

En vertu des articles 22 et 170
de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001,
portant exécution du code
des sociétés, le rapport financier
est établi en milliers d'euros.



COMPAGNIE D'ENTREPRISES CFE SA

1. BILANS CONSOLIDES COMPARES (en milliers EUR)

ACTIF		2004		2003	
ACTIFS IMMOBILISES			259.234		253.634
I.	Frais d'établissement		571		593
II.	Immobilisations incorporelles		3.752		3.837
III.	Ecarts de consolidation		4.198		4.253
IV.	Immobilisations corporelles		234.316		234.956
	A. Terrains et constructions		14.743		13.317
	B. Installations, machines et outillage		200.256		189.444
	C. Mobilier et matériel roulant		4.736		5.229
	D. Location-financement et droits similaires		3.108		2.572
	E. Autres immobilisations corporelles		2.678		3.377
	F. Immobilisations en cours et acomptes versés		8.795		21.017
V.	Immobilisations financières		16.397		9.995
	A. Sociétés mises en équivalence		862		850
	1. Participations	684		850	
	2. Créances	178		0	
	B. Autres entreprises		15.535		9.145
	1. Participations, actions et parts	5.828		6.211	
	2. Créances	9.707		2.934	
ACTIFS CIRCULANTS			573.385		1.339.695
VI.	Créances à plus d'un an		13.468		263.689
	A. Créances commerciales		0		109
	B. Autres créances		13.468		749
	C. Impôts différés		0		0
	D. Notre quote-part dans l'actif des sociétés momentanées		0		262.831
VII.	Stocks et commandes en cours d'exécution		99.842		319.925
	A. Stocks		99.842		26.560
	1. Approvisionnements	7.645		6.094	
	2. En-cours de fabrication	0		1	
	3. Produits finis	0		0	
	4. Marchandises	1.225		1.206	
	5. Immeubles destinés à la vente	90.972		19.259	
	6. Acomptes versés	0		0	
	B. Commandes en cours d'exécution		0		293.365
VIII.	Créances à un an au plus		335.049		751.694
	A. Créances commerciales		287.910		237.772
	B. Autres créances		47.139		61.601
	C. Notre quote-part dans l'actif des sociétés momentanées		0		452.321
IX.	Placements de trésorerie		34.017		32.417
	A. Actions propres		0		0
	B. Autres placements		34.017		32.417
X.	Valeurs disponibles		64.461		23.994
XI.	Comptes de régularisation		26.548		7.976
TOTAL DE L'ACTIF			832.619		1.653.329



PASSIF		2004	2003
CAPITAUX PROPRES		160.211	153.029
I. Capital		19.000	19.000
II. Primes d'émission		18.213	18.213
III. Plus-values d'évaluation		63	62
IV. Réserves consolidées		118.380	107.204
V. Ecart de consolidation		6.832	8.390
VI. Ecart de conversion		(2.278)	157
VII. Subsidies en capital		1	3
INTERETS DE TIERS		10.204	8.210
VIII. Intérêts de tiers		10.204	8.210
PROVISIONS, IMPOTS DIFFERES ET LATENCES FISCALES		65.974	50.541
IX. A. Provisions pour risques et charges		48.471	37.777
1. Pensions et obligations similaires	2.333		1.642
2. Charges fiscales	65		0
3. Grosses réparations et gros entretien	4.474		7.273
4. Autres risques et charges	41.599		28.862
B. Impôts différés et latences fiscales		17.503	12.764
DETTES		596.230	1.441.549
X. Dettes à plus d'un an		115.170	369.129
A. Dettes financières		112.014	82.728
1. Emprunts subordonnés	7.648		2.376
3. Dettes de location-financement et assimilés	1.898		1.792
4. Etablissements de crédit	99.889		76.464
5. Autres emprunts	2.579		2.096
B. Dettes commerciales		0	0
1. Fournisseurs	0		0
2. Effets à payer	0		0
C. Acomptes reçus sur commandes		0	26.774
D. Autres dettes		3.156	5.603
E. Notre quote-part dans le passif des sociétés momentanées		0	254.024
XI. Dettes à un an au plus		446.020	1.066.055
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année		23.210	51.127
B. Dettes financières		57.208	73.036
1. Etablissements de crédit	41.810		60.945
2. Autres emprunts	15.398		12.091
C. Dettes commerciales		276.187	198.189
1. Fournisseurs	270.821		192.104
2. Effets à payer	5.366		6.085
D. Acomptes reçus sur commandes		21.849	245.424
E. Dettes fiscales, salariales et sociales		40.969	34.005
1. Impôts	18.878		14.901
2. Rémunérations et charges sociales	22.091		19.104
F. Autres dettes		26.597	31.906
G. Notre quote-part dans le passif des sociétés momentanées		0	432.368
XII. Comptes de régularisation		35.040	6.365
TOTAL DU PASSIF		832.619	1.653.329



2. RESULTATS CONSOLIDES COMPARES (en milliers EUR)

	2004		2003	
I. Ventes et prestations		925,182		905.200
A. Chiffre d'affaires	854.437		793.404	
B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -)	0		49.960	
C. Production immobilisée	301		746	
D. Autres produits d'exploitation	70.444		61.090	
II. Coût des ventes et prestations (-)		(890.434)		(887.189)
A. Approvisionnements et marchandises	532.843		510.571	
1. Achats	548.034		505.620	
2. Variation des stocks (augmentation +, réduction -)	(15.191)		4.951	
B. Services et biens divers	109.486		110.979	
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	180.895		168.091	
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	35.802		36.248	
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)	7.586		33.552	
F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	(6.369)		8.894	
G. Autres charges d'exploitation	30.191		18.854	
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	0		0	
I. Amortissements sur écarts de consolidation positifs	0		0	
III. Bénéfice d'exploitation (+) Perte d'exploitation (-)		34.748		18.011
IV. Produits financiers		9.324		8.386
A. Produits des immobilisations financières	27		19	
B. Produits des actifs circulants	4.221		2.720	
C. Autres produits financiers	5.076		5.647	
V. Charges financières (-)		(18.730)		(21.501)
A. Charges des dettes	11.725		12.242	
B. Amortissements sur écarts de consolidation positifs	1.380		700	
C. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II. E. (dotations +, reprises -)	744		(216)	
D. Autres charges financières	4.881		8.775	
VI. Bénéfice courant avant impôts (+) Perte courante avant impôts (-)		25.342		4.896
VII. Produits exceptionnels		2.080		26.054
A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	7		0	
B. Reprises d'amortissements sur écarts de consolidation	0		0	
C. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	5		0	
D. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	0		13	
E. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	1.683		25.921	
F. Autres produits exceptionnels	385		120	
VIII. Charges exceptionnelles (-)		(453)		(2.384)
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	3		0	
C. Réductions de valeur sur immobilisations financières	199		114	
D. Provisions pour risques et charges exceptionnels (dotations +, utilisations -)	5		240	
E. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés	252		92	
F. Autres charges exceptionnelles	0		2.178	
G. Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	(6)		(240)	
H. Prise en résultats d'écarts de consolidation négatifs (-)	0		0	



	2004		2003	
IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)		26.969		28.566
Perte de l'exercice avant impôts (-)				
X. Transferts aux et prélèvements sur les impôts différés et latences fiscales		(4.522)		(2.690)
A. Prélèvements sur impôts différés et latences fiscales (+)	411		813	
B. Transferts aux impôts différés et latences fiscales (-)	(4.933)		(3.503)	
XI. Impôts sur le résultat		(6.983)		(4.903)
A. Impôts (-)	(9.519)		(7.108)	
B. Régularisation d'impôts et reprises de provisions fiscales	2.536		2.205	
XII. Bénéfice de l'exercice (+)		15.464		20.973
Perte de l'exercice (-)				
XIII. Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		(71)		219
A. Résultats en bénéfice (+)	118		219	
B. Résultats en perte (-)	(189)		0	
XIV. Bénéfice consolidé (+)		15.393		21.192
Perte consolidée (-)				
A. Part des tiers (+) (-)	(729)		359	
B. Part du groupe dans le résultat (+) (-)	16.122		20.833	

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS (en milliers EUR)

	2004		2003	
A. Résultat total de l'exercice		15.393		21.192
1. Bénéfice groupe	16.122		20.833	
Perte groupe	-		-	
2. Bénéfice tiers	-		359	
Perte tiers	729		-	
B. Prélèvements sur les capitaux propres		-		71
1. Sur le capital et les primes d'émission	-		-	
2. Sur les réserves de CFE	-		71	
3. Sur les réserves consolidées	-		-	
C. Affectations aux capitaux propres		(11.176)		(18.402)
1. Au capital de CFE	-		-	
2. Aux réserves de CFE	-		-	
3. Aux réserves consolidées	11.176		18.402	
F. Bénéfice à distribuer par CFE		(4.946)		(2.502)
1. Rémunération du capital	4.946		2.502	
2. Administrateurs	-		-	
3. Autres allocataires	-		-	
G. Affectation du résultat attribuable aux tiers		729		(359)
1. Prélèvement sur les réserves	-		359	
2. Dotations aux réserves	729		-	
3. Rémunérations actionnaires tiers	-		-	
4. Tantièmes et autres allocataires	-		-	



3. TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE (en milliers EUR)

OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat du groupe	16.122	
Résultat des tiers	(729)	
Résultat des sociétés mises en équivalence	71	
Dotations (reprises) d'amortissements	37.177	
Réductions (reprises de réductions) de valeur	8.524	
Dotations aux (reprises de) provisions	(6.362)	
(Plus-) moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	(12.019)	
(Bénéfices) pertes de change non réalisé(e)s	(670)	
Productions immobilisées	(301)	
Dotations (reprises) d'impôts différés	4.522	
Utilisation de subsides	(2)	
Marge brute d'autofinancement		46.333
Variation nette des actifs circulants	81.591	
Variation nette des dettes à moins d'un an	(67.786)	
Variation du besoin en fonds de roulement		13.805
Augmentation (diminution) de la trésorerie d'exploitation		60.138
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(291)	
Acquisition d'immobilisations corporelles	(25.864)	
Acquisition d'immobilisations financières	(19.990)	
Nouveaux prêts accordés	(5.726)	
Sous-total des acquisitions		(51.871)
Cession d'immobilisations incorporelles	3.768	
Cession d'immobilisations corporelles	11.983	
Cession d'immobilisations financières	7.595	
Remboursement de prêts	19	
Sous-total des cessions		23.365
Augmentation (diminution) de la trésorerie d'investissement		(28.506)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Variation des emprunts	634	
Dividendes versés par la société mère (+ tiers)	(2.502)	
Augmentation de capital des filiales	805	
Augmentation (diminution) de la trésorerie de financement		(1.063)
VARIATION DE TRESORERIE		30.569
Augmentation (diminution) de la trésorerie		
Trésorerie (+) à l'ouverture de l'exercice		56.411
Variation nette (mouvements cash)	30.569	
Ecart de conversion	222	
Variation de périmètre	11.276	
Trésorerie (+) à la clôture de l'exercice		98.478

COMMENTAIRES RELATIFS AU TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE

La marge brute d'autofinancement s'élève à 46.333, soit une diminution de 25.441 par rapport à fin 2003. Malgré une augmentation du résultat d'exploitation de 16.737 par rapport à 2003, le cash-flow diminue, l'année 2003 ayant été influencée par des constitutions de provisions pour 33.450, qui ont eu un impact positif sur le cash-flow brut de l'année 2003.



Le besoin en fonds de roulement a fortement diminué et passe de 64.956 fin 2003 à 13.805 fin 2004. Cette évolution s'explique principalement par la réception du chantier du Kirchberg au Luxembourg, cet effet positif étant cependant compensé négativement par des investissements supplémentaires en biens immobiliers destinés à la vente.

En conséquence, le cash-flow des activités opérationnelles s'élève à 60.138 fin 2004 à comparer à 6.818 fin 2003.

Ces valeurs ont été largement investies en immobilisations corporelles et incorporelles, soit 26.155 pour 2004 et 39.519 fin 2003. Ces investissements seront commentés plus loin dans l'analyse du bilan.

En outre, une partie de ces valeurs a été utilisée pour des acquisitions notamment (BPC-BPI, Groupe Deme) pour 19.990 contre 2.532 fin 2003. Un prêt a également été accordé pour 5.725, contre 535 l'exercice comptable précédent.

Dès lors, 51.871 ont été investis, à comparer à 42.586 fin 2003.

Le cash-flow positif provenant des désinvestissements s'élève à 23.365, contre 46.934 fin 2003. Ces cessions trouvent leur origine principalement dans la vente de bateaux et de matériel du Groupe Deme (voir plus loin le commentaire sur les immobilisations corporelles) et la vente de participations (voir aussi la rubrique produits exceptionnels).

Durant l'exercice comptable précédent, rappelons que les désinvestissements avaient été influencés positivement par la vente du siège social et de CEM.

Finalement 28.506 ont été utilisés par la trésorerie d'investissements.

La variation nette des dettes est pratiquement constante, de telle sorte que nous pouvons affirmer que le solde, soit 30.569, a influencé positivement la trésorerie.

4. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers EUR)

INTRODUCTION

La présentation des états financiers a changé par rapport à l'exercice comptable précédent. De ce fait, de fortes fluctuations ont été enregistrées dans différentes rubriques. Ces fluctuations trouvent leur origine dans le changement des règles d'évaluation du Groupe CFE.

A. Intégration des sociétés momentanées

A partir de l'exercice comptable 2004, CFE a choisi d'adopter la méthode dite de "consolidation proportionnelle" pour intégrer les activités de sociétés momentanées. Cette méthode remplace les méthodes utilisées antérieurement, à savoir la méthode de la mise en équivalence étendue et la méthode du compte courant.

Dès lors, chaque rubrique du bilan et du compte de résultats se trouve ainsi intégrée en proportion de notre quote-part dans les sociétés momentanées concernées.

En conséquence, les postes suivants ne sont plus présentés dans le bilan à partir de 2004 :

- actifs circulants :
 - V. Créances à plus d'un an
 - C. Quote-part de la société dans l'actif des sociétés momentanées
- VII. Créances à un an au plus
 - C. Quote-part de la société dans l'actif des sociétés momentanées
- dettes :
 - VIII. Dettes à plus d'un an
 - E. Quote-part de la société dans le passif des sociétés momentanées
- IX. Dettes à un an au plus
 - G. Quote-part de la société dans le passif des sociétés momentanées



B. Commandes en cours

B.1. Présentation

Afin d'harmoniser la méthode de comptabilisation des commandes en cours dans les comptes sociaux et dans les comptes consolidés et tenant compte de la dérogation collective concernant la présentation des comptes annuels fournie aux membres de la Confédération nationale de la Construction par la ministre de l'Economie, CFE a décidé de ne plus présenter dans son bilan le cumul des postes bilantaires 37 "Commandes en cours d'exécution" et 46/176 "Acomptes reçus sur commandes". Ce principe est également valable pour les commandes exécutées en sociétés momentanées.

De ce fait, la rubrique 71 "Variation dans les en-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours" ne sera plus utilisée.

Concrètement, ceci signifie que les charges et les produits ne seront plus reportés pendant la durée des travaux. Cela implique dès lors une baisse sensible du total du bilan.

Suite à ce nouveau traitement comptable, les pertes prévues sur travaux en cours sont présentées dans la rubrique provisions pour risques et charges.

B.2. Changement des règles d'évaluation avec impact sur le résultat

Le conseil d'administration a décidé de changer les règles d'évaluation afin d'enregistrer les résultats sur les travaux en cours suivant les règles telles que définies dans la norme IAS 11 Construction Contracts.

Ce changement est d'application depuis le 1er janvier 2004. Concrètement, cela signifie que non seulement les coûts directs mais aussi les coûts indirects sont affectés aux travaux en cours. L'impact sur le résultat net après impôts s'élève à -4.093.

BILAN

ACTIF		
ACTIFS IMMOBILISES		259.234
I. Frais d'établissement		571
Les frais d'établissement comprennent les frais de prépension activés dans le cadre de la restructuration. Au cours de cet exercice, un montant de 6 a encore été activé chez Benelmat. Compte tenu d'un amortissement de 28, la variation nette s'élève à 22.		
II. Immobilisations incorporelles		3.752
Les immobilisations incorporelles sont constituées essentiellement de concessions (principalement chez OAM-DEME GmbH), licences (DEME), et frais de recherche et de développement de techniques dans le domaine de l'environnement (principalement chez DEME). Les acquisitions de l'exercice s'élèvent à 284 et reprennent avant tout des concessions additionnelles chez OAM-DEME GmbH pour 191. L'augmentation due à une variation du périmètre de consolidation est expliquée d'une part par l'augmentation de la participation de CFE en DEME, et d'autre part par la consolidation intégrale à partir de l'exercice comptable actuel d'une participation de DEME (impact net : 337). Les amortissements de l'exercice s'élèvent à 695.		
III. Ecarts de consolidation		4.198
Les écarts de consolidation se montent à 4.198, en diminution de 55 par rapport à fin 2003. Cette évolution est expliquée principalement d'une part par l'augmentation de la participation de CFE en DEME (116) et l'achat d'une filiale chez DEME (1.613) et d'autre part de la déconsolidation de participations vendues chez DEME (-540). Le solde du goodwill reconnu sur GEKA a été totalement pris en résultats en 2004 pour 418. Par conséquent, les amortissements totaux s'élèvent à 1.380.		
IV. Immobilisations corporelles		234.316
A. Terrains et constructions	14.743	
L'augmentation des terrains et constructions de 1.426 s'explique surtout par l'acquisition de BPC-BPI (augmentation nette de 1.330) et par l'augmentation de participation en DEME (impact net de 279). De plus, Engema a également investi pour un montant de 687 dans son dépôt, Bageci pour 120 dans des bureaux pour chantier et les investissements de SRZ Zeebrugge en aménagements de bureaux s'élèvent à 145. La charge d'amortissement de l'exercice comptable se monte à 1.105.		



B. Installations, machines et outillage		200.256	
<p>La rubrique installations, machines et outillage a augmenté de 10.812 et se monte à 200.256 fin 2004. Les investissements de l'exercice s'élèvent à 16.043 et se décomposent principalement comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - outillage et matériel chez Benelmat pour 2.605, - matériel divers pour les chantiers chez Bageci et CLE pour respectivement 118 et 435, - matériel divers chez Van Wellen pour 591, - 11.018 chez DEME. <p>De plus, la mise en service de la drague Pallieter chez DEME explique le transfert de l'immobilisation en cours vers cette rubrique pour 18.241.</p> <p>Cette rubrique a également augmenté de 5.725 (impact net) suite à l'augmentation de notre participation en DEME et de 525 suite à la variation de périmètre en DEME.</p> <p>Les cessions pour 2.535 (impact net) s'expliquent essentiellement par la vente des dragues Pacifique et Amazone, de grues et canalisations, et du bateau Booster au sein du groupe DEME.</p> <p>Les amortissements de l'exercice se montent à 29.319.</p>			
C. Mobilier et matériel roulant		4.736	
<p>Cette rubrique a diminué de 493 et s'élève fin 2004 à 4.736, les acquisitions de l'exercice étant moins élevées que les amortissements enregistrés. Les acquisitions de l'exercice représentent 1.727, et portent principalement sur des investissements en matériel informatique et en camions. Cette rubrique est également influencée par la hausse de la participation en DEME et l'intégration de BPC et de BPI (impact net de 377).</p> <p>La charge d'amortissement de l'exercice se monte à 2.334.</p>			
D. Location-financement et droits similaires		3.108	
<p>L'augmentation de cette rubrique de 536 est due d'une part à l'acquisition d'une estacade chez Deme Building Materials pour environ 878. D'autre part, on notera l'influence positive sur cette rubrique du changement du traitement comptable d'un actif, qui est considéré à présent comme leasing financier (impact net 741). Les amortissements de l'exercice se montent à 1.287.</p>			
E. Autres immobilisations corporelles		2.678	
<p>Cette rubrique n'enregistre pas d'investissement important. La mutation s'explique en grande partie par les amortissements d'une remise en état d'une drague chez DEME (1.007).</p>			
F. Immobilisations en cours et acomptes versés		8.795	
<p>Cette rubrique a enregistré d'une part une baisse de 18.968 suite à la mise en service de la drague Pallieter. D'autre part, les investissements de 6.115 représentent essentiellement les acomptes versés pour la construction du nouveau megacutter.</p>			
V. Immobilisations financières			16.397
A. Sociétés mises en équivalence			
<p>1. Participations</p> <p>Les participations ont baissé de 166 par rapport à fin 2003.</p> <p>Cette rubrique a été influencée d'une part positivement par une augmentation de capital (212), et négativement d'autre part par des modifications dans le périmètre de consolidation de filiales chez DEME pour 652. Cette rubrique a de plus été influencée négativement par l'élimination des dividendes (292) et la participation dans la perte de sociétés de DEME (-231).</p>		684	
<p>2. Créances</p> <p>Les créances concernent des prêts accordés (178) à diverses filiales de DEME.</p>		178	
B. Autres entreprises			
<p>1. Participations</p> <p>La variation du périmètre de consolidation suite à la consolidation d'Amca suivant la méthode proportionnelle, a influencé négativement la rubrique. L'augmentation de la participation en DEME influence la rubrique à hauteur de 165.</p>		5.828	
<p>2. Créances</p> <p>Les créances ont augmenté de 6.773 par rapport au précédent exercice. Cette hausse s'explique principalement par un prêt accordé par BPI à Crown Avenue. La participation non éliminée s'élève à 5.119. De plus, les cautions ont augmenté de 215. La variation du périmètre de consolidation de 1.448 trouve principalement son origine dans l'intégration de BPI.</p>		9.707	



ACTIFS CIRCULANTS		573.385
VI. Créances à plus d'un an		13.468
<p>Cette rubrique a fortement diminué (-250.221) suite au changement de méthode de consolidation des sociétés momentanées, changement décrit dans l'introduction.</p> <p>Au sein de cette rubrique, les autres créances, en augmentation de 12.719, s'élèvent à 13.468.</p> <p>Cette hausse s'explique par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - créance de la société momentanée CIDP-BPC sur le Forem de 4.492, - part non éliminée d'un prêt accordé aux filiales DEME pour 1.941, - paiement différé de 6.000 dans le cadre de la vente de créances du Kirchberg à un consortium financier, - une option d'achat de terrain pour 307 chez BPI. 		
VII. Stocks et commandes en cours d'exécution		99.842
A. Stocks	99.842	
1. Approvisionnements	7.645	
<p>Ce stock se situe principalement chez DEME (5.385), CFE Brabant (870) et Van Wellen (940).</p> <p>L'augmentation de 1.551 se trouve également chez DEME (761) et CFE Brabant (870).</p>		
4. Marchandises	1.225	
<p>Le stock de marchandises est resté quasiment constant et couvre les stocks d'Electronizet et de Geka Beheer.</p>		
5. Immeubles destinés à la vente	90.972	
<p>Cette rubrique concerne la partie non encore vendue tant des terrains (construits ou non) que des immeubles (en construction ou terminés).</p> <p>Ils comprennent principalement les projets suivants :</p>		
<p>Jardins de la Couronne logements</p> <p>Laeken</p> <p>Frontispice</p> <p>Jardins de Jette</p> <p>Paternoster</p> <p>Drapiers</p>	<p>Keffer Jambes</p> <p>Jardins de la Couronne bureaux</p> <p>Espace Rolin</p> <p>Espace Midi</p> <p>Brugmann</p> <p>Le Dôme</p>	
B. Commandes en cours d'exécution	-	
<p>Comme mentionné dans l'introduction, les coûts des projets en cours ne sont plus reportés.</p> <p>La marge reconnue sur base du "percentage of completion method" est à présent reprise dans un compte de régularisation de l'actif, c'est-à-dire les produits acquis.</p>		
VIII. Créances à un an au plus		335.049
A. Créances commerciales	287.910	
B. Autres créances	47.139	
C. Notre quote-part dans l'actif des sociétés momentanées	-	
<p>Cette rubrique a fortement diminué (-452.321) suite au changement de méthode d'intégration des sociétés momentanées (voir introduction) intervenu en 2004.</p>		
IX. Placements de trésorerie		34.017
<p>L'évolution des placements de trésorerie a été décrite dans les commentaires relatifs au tableau de financement consolidé.</p>		
X. Valeurs disponibles		64.461
<p>L'évolution des valeurs disponibles a été décrite dans les commentaires relatifs au tableau de financement consolidé.</p>		
XI. Comptes de régularisation		26.548
<p>La hausse de cette rubrique est expliquée, comme dans l'introduction, par le changement du traitement comptable des commandes en cours.</p> <p>Cette rubrique reprend des produits acquis pour 16.040 (reconnaissance de la marge suivant le degré d'avancement des travaux, travaux exécutés contractuellement dont la réception n'a pas encore eu lieu) concernant des chantiers, et pour 2.455 de charges à reporter.</p> <p>En comparaison, 27.172 ont été reportés en produits et imputés en charges aux chantiers.</p> <p>Ceci a été enregistré en comptes de régularisation du passif.</p>		



PASSIF		
CAPITAUX PROPRES		160.211
I. Capital		19.000
II. Primes d'émission		18.213
III. Plus-values de réévaluation		63
IV. Réserves		118.380
V. Ecarts de consolidation		6.832
L'évolution (-1.558) des écarts de consolidation passifs est induite par la hausse du pourcentage en DEME (diminution du goodwill négatif de 1.587), et d'autre part une hausse suite à la méthode de comptabilisation d'une participation en DEME.		
VI. Ecarts de conversion		(2.278)
La variation des écarts de conversion trouve principalement son origine chez DEME et CFE Hongrie suite à l'évolution de l'USD, SGD, QAR, HUF et NGN.		
VII. Subsidés en capital		1
INTERETS DES TIERS		10.204
VIII. Intérêts des tiers		10.204
La forte hausse de cette rubrique de 1.994 s'explique principalement par la vente de 25 % d'une filiale de DEME.		
PROVISIONS, IMPOTS DIFFERES ET LATENCES FISCALES		65.974
IX. A. Provisions pour risques et charges		48.471
1. Pensions et obligations similaires	2.333	
2. Charges fiscales	65	
3. Grosses réparations et gros entretien	4.474	
Cette rubrique a baissé de 2.799, car DEME a utilisé une partie de ses provisions.		
4. Autres risques et charges	41.599	
Les autres risques et charges ont connu une forte hausse suite au changement (commenté dans l'introduction) du traitement comptable des commandes en cours et plus particulièrement, les pertes à terminaison, qui sont à présent enregistrées en provisions pour risques et charges (4).		
De plus, cette rubrique, a été influencée positivement, mais de façon limitée, par le changement de méthode d'intégration des sociétés momentanées.		
Elle peut être ventilée comme suit :		
	2004	2003
- garanties décennales et litiges Benelux	11.947	14.406
- garanties décennales et litiges à International	6.990	5.635
- restructuration	3.839	6.193
- pertes prévues sur chantier	10.978	
- autres	7.845	2.628
total	41.599	28.862
(1) Cette rubrique a diminué d'une part suite à l'utilisation de la provision pour SAMGA : -8.350. L'entrée de BPC dans le périmètre augmente la rubrique de 2.236, et des provisions complémentaires sont constituées à hauteur de 3.655.		
(2) Cette rubrique comporte essentiellement des provisions pour des obligations en matière de garanties décennales et service après-vente en Pologne et Hongrie.		
(3) Le solde concerne principalement des provisions pour les travaux qui doivent encore être exécutés sur chantiers, et des amendes aux Pays-Bas.		
B. Impôts différés		17.503
Les impôts différés se composent essentiellement de l'effet des écarts temporaires. La mutation trouve principalement son origine dans la comptabilisation de latences fiscales passives sur des projets au Luxembourg.		



DETTES		596.230
X. Dettes à plus d'un an		115.170
A. Dettes financières	112.014	
1. Emprunts subordonnés	7.648	
La hausse de cette rubrique (+5.272) s'explique par la partie non éliminée des emprunts subordonnés chez Crown Avenue (remboursable en 2006) et une augmentation de la participation en DEME.		
3. Dettes de location-financement et assimilées	1.898	
Pas d'évolution importante.		
4. Etablissements de crédit	99.889	
Les dettes financières à long terme auprès des établissements de crédit ont augmenté de 23.425. Cette hausse s'explique d'une part, par un nouveau contrat syndiqué de 35.000 pour le Centre de Coordination International CFE, et d'autre part, par la partie non éliminée des prêts octroyés aux filiales par DEME (6.086). L'impact de la hausse de la participation de CFE en DEME s'élève à 2.241 et l'intégration de BPC à 4.164. Le transfert vers la dette à court terme se monte à 23.210.		
5. Autres emprunts à long terme	2.579	
Cette rubrique comprend essentiellement la part non éliminée du prêt des actionnaires Deeprock et Ipem.		
C. Acomptes reçus sur commandes	-	
Ce poste a disparu suite au changement (commenté dans l'introduction) du mode de comptabilisation des commandes en cours.		
D. Autres dettes	3.156	
La baisse de ce poste pour 2.447 recouvre un transfert vers la rubrique à court terme.		
E. Notre quote-part dans le passif des sociétés momentanées	-	
Cette rubrique n'est plus utilisée (-254.024) suite aux changements (décrits dans l'introduction) depuis 2004, de la méthode de comptabilisation de l'intégration des sociétés momentanées.		
XI. Dettes à un an au plus		446.020
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	23.210	
B. Dettes financières	57.208	
1. Etablissements de crédit	41.810	
La forte baisse de cette rubrique de -19.135 est due au remboursement du financement du projet au Kirchberg (-43.621). Elle a augmenté par ailleurs suite à l'intégration de BPI (4.089), Crown Avenue (11.704) et Immo Brugmann (3.889) et un "overnight" (4.506).		
2. Autres emprunts	15.398	
Ce poste comprend essentiellement le "commercial paper" émis par DEME et un prêt octroyé à Qatar Dredging Company.		
C. Dettes commerciales	276.187	
1. Fournisseurs	270.821	
2. Traités à payer	5.366	
D. Acomptes reçus sur commandes	21.849	
La baisse de 223.575 de cette rubrique s'explique par le changement de méthode de comptabilisation des commandes en cours (voir l'introduction). Cette rubrique comprend à présent uniquement les acomptes reçus sur commandes, et peut être ventilée comme suit :		
- CFE Hongrie :	3.688	
- MBG :	2.361	
- autres DEME :	15.426	
- autres CFE :	374	
total :	21.849	
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	40.969	
F. Autres dettes	26.597	
G. Notre quote-part dans le passif des sociétés momentanées	-	
Ce poste a fortement diminué (-432.368) suite aux changements, depuis 2004, de la méthode de comptabilisation de l'intégration des sociétés momentanées (voir l'introduction).		
XII. Comptes de régularisation		35.040
La hausse de ce poste est due au changement du traitement comptable des commandes en cours (voir dans l'introduction). Cette rubrique comprend pour 19.067 de produits reportés sur chantiers (correction de la marge et correction de la facturation suivant l'avancement des travaux) et pour 8.105 de coûts à imputer.		



COMPTE DE RESULTATS			
I. Ventes et prestations			925.182
A. Chiffre d'affaires		854.437	
Le chiffre d'affaires a augmenté de 61.033 par rapport à fin 2003 et s'élève fin 2004 à 854.437. Cette hausse s'explique principalement par l'intégration dans la consolidation de BPC-BPI et de ses filiales.			
	2004	2003	Variation
- Construction + Promotion + Services	496.539	391.774	104.765
- Dragage - Environnement	316.574	349.373	(32.799)
- Multitechnique	41.324	43.988	(2.664)
- Autres		8.269	(8.269)
Total	854.437	793.404	61.033
B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution			
Ce poste (-49.960) n'est plus utilisé suite au changement de traitement comptable des commandes en cours (voir introduction).		-	
C. Production immobilisée		301	
D. Autres produits d'exploitation		70.444	
Ce poste augmente de 9.354 et s'élève à 70.444 fin 2004. La hausse s'explique principalement par les plus-values réalisées sur des ventes d'actifs immobilisés pour 9.606. Cette rubrique comprend également des indemnisations, refacturations, et diverses récupérations.			
II. Coût des ventes et prestations			890.434
E. Réductions de valeurs sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales		7.586	
Ce poste diminue de 25.966 par rapport à 2003, suite au changement de méthode de présentation des commandes en cours. Les réductions de valeurs comptabilisées sur chantiers sont à présent enregistrées en provisions pour risques et charges. Les réductions de valeurs fin 2004 (7.586) comprennent principalement des réductions de valeurs actées sur des biens immobiliers destinés à la vente, afin de les faire correspondre à la valeur du marché, et d'un reclassement partiel d'un terrain en zone "Natura 2000". L'impact des réductions de valeur est de 6.020.			
F. Provisions pour risques et charges		(6.369)	
Cette rubrique a diminué de 15.263 par rapport à 2003 et se solde par une reprise de 6.369 fin 2004. Ce montant se compose d'une part de l'augmentation des provisions pour risques et charges comme exposé dans cette rubrique pour 5.357 (soit la reprise de 12.737 moins l'intégration de BPC de 4.581, moins l'emploi des réparations pour 2.799) (*) et d'autre part, de l'utilisation intégrale de la provision sur CFE Hongrie, qui était enregistrée en commandes en cours l'année précédente.			
- Augmentation provision pour autres risques et charges :	12.737	(Voir Analyse du bilan-Passif - rubrique IX - 4)	
- Diminution provision pour grand entretien et réparations :	(2.799)	(Voir Analyse du bilan-Passif - rubrique IX - 3)	
	9.938		
Dont :			
- Intégration de BPC dans le périmètre de consolidation :	4.581		
- Variation sur le résultat	5.357		
G. Autres charges d'exploitation		30.191	
Les autres charges d'exploitation sont en augmentation de 11.337 par rapport à 2003 et atteignent 30.191 en 2004. Cette hausse s'explique principalement par la prise en charge d'un ancien litige. (SAMGA).			
III. Résultat d'exploitation			34.748
Le résultat d'exploitation se monte à 34.748 fin 2004 comparé à 18.011 fin 2003, soit une augmentation de 16.737 ou 93 %. En comparaison du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation fin 2004 s'élève à 4,07 % par rapport à 2,27 % fin 2003.			



IV. Produits financiers		9.324
A. Produits des immobilisations financières	27	
B. Produits des actifs circulants Ce poste a augmenté de 1.501 par rapport à 2003 et atteint 4.221 en 2004. Cette hausse est due principalement à la perception d'intérêts moratoires chez CFE Bageci pour 1.648.	4.221	
C. Autres produits financiers	5.076	
V. Charges financières		18.370
A. Charges des dettes Les charges des dettes sont restées pratiquement stables.	11.725	
B. Amortissements sur écarts de consolidation positifs Cette rubrique a été commentée dans le poste écarts de consolidation.	1.380	
C. Réductions de valeur sur actifs circulants	744	
D. Autres charges financières Ce poste, qui s'élève à 4.881, comprend les frais de banque et d'escompte, les commissions et les pertes sur les cours de change. La diminution de 3.894 par rapport à 2003 s'explique par la non-récurrence de la prime sur l'option CAP payée par CFE (4.281) en 2003.	4.881	
VI. Bénéfice courant avant impôts Le bénéfice résultant de l'exploitation s'élève à 25.342 fin 2004 par rapport à 4.896 fin 2003, soit une hausse de 20.446. En comparaison avec le chiffre d'affaires, ce poste se monte à 2,97 % fin 2004 par rapport à 0,6 % fin 2003.		25.342
VII. Produits exceptionnels		2.080
E. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés Ce poste a diminué de 24.237 par rapport à fin 2003 et s'élève à 1.683. Cette baisse s'explique par le fait qu'en 2003, CFE avait réalisé une importante plus-value sur la vente du siège social et de CEM l'année précédente en 2003. En 2004, cette rubrique comporte la plus-value consolidée de 1.626 réalisée par DEME sur la vente de filiales dans le groupe DEME.	1.683	
VIII. Charges exceptionnelles La diminution de cette rubrique concerne la régularisation TVA enregistrée l'année précédente suite à la vente du siège social.		453
IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts Le bénéfice avant impôts s'élève à 26.969, soit une diminution de 1.597 par rapport à fin 2003.		26.969

En synthèse, les résultats se décomposent comme suit :

	2004	2003
I. VENTES ET PRESTATIONS	925.182	905.200
II. COUT DES VENTES ET PRESTATIONS (-)	(890.434)	(887.189)
III. BENEFICE (+) OU PERTE COURANTE (-) D'EXPLOITATION	34.748	18.011
IV. PRODUITS FINANCIERS	9.324	8.386
V. CHARGES FINANCIERES (-)	(18.730)	(21.501)
VI. BENEFICE COURANT (+) OU PERTE COURANTE (-) AVANT IMPOTS, DES ENTREPRISES CONSOLIDEES	25.342	4.896
VII. PRODUITS EXCEPTIONNELS	2.080	26.054
VIII. CHARGES EXCEPTIONNELLES (-)	(453)	(2.384)
IX. BENEFICE (+) OU PERTE (-) DE L'EXERCICE AVANT IMPOTS, DES ENTREPRISES CONSOLIDEES	26.969	28.566
X. TRANSFERTS AUX ET PRELEVEMENTS SUR LES IMPOTS DIFFERES ET LATENCES FISCALES	(4.522)	(2.690)
XI. IMPOTS SUR LE RESULTAT (+) (-)	(6.983)	(4.903)
XII. BENEFICE (+) OU PERTE (-) DE L'EXERCICE DES ENTREPRISES CONSOLIDEES	15.464	20.973
XIII. QUOTE-PART DANS LE RESULTAT DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	(71)	219
XIV. BENEFICE CONSOLIDE (+) OU PERTE CONSOLIDEE (-)	15.393	21.192
A. PART DES TIERS DANS LE RESULTAT	(729)	359
B. PART DU GROUPE DANS LE RESULTAT	16.122	20.833



5. ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES (en milliers EUR)

I. CRITERES DE LA CONSOLIDATION

Intégration globale

La méthode de consolidation par intégration globale a été appliquée dans les cas où nous détenons :

- plus de 50 % du capital ou
- le pouvoir d'influencer de manière décisive l'orientation de la gestion.

Cette méthode consiste à incorporer dans les comptes de la société mère chaque élément de l'actif et du passif du patrimoine des filiales intégrées, en substitution de la valeur d'inventaire de ces participations. Elle conduit à constater une différence de consolidation et à dégager la part des tiers minoritaires.

De même, les postes du compte de résultats de la filiale sont cumulés à ceux de la société mère et le résultat de l'exercice des sociétés consolidées est réparti en part de la société mère et en part des tiers.

Les comptes et opérations réciproques sont éliminés.

Intégration proportionnelle

Cette méthode a été appliquée dans le cas de sociétés contrôlées conjointement par deux ou plusieurs groupes entre lesquels il existe en fait une véritable communauté d'intérêts.

Elle consiste à incorporer, en substitution de la valeur d'inventaire de la participation dans les comptes de la société mère, la part proportionnelle au degré de participation de chacun des éléments de l'actif et du passif de la filiale concernée. Elle conduit à dégager une différence de consolidation.

L'intégration des résultats porte seulement sur une partie de chacun des éléments du compte de résultats, calculée suivant le même degré de participation.

Les comptes et opérations réciproques sont éliminés proportionnellement à la participation détenue par la société mère.

II. FILIALES EXCLUSIVES

Les changements intervenus en 2004 sont les suivants :

- acquisition de BPC et BPI et leurs sociétés soeurs Roodebeek Développement et DHB;
- constitution des sociétés Compagnie Luxembourgeoise Immobilière "CLI" SA et Sogesmaint Luxembourg SA.

A. Principales filiales consolidées par intégration globale

Dénomination	Siège	Numéro de TVA	Fraction du capital détenue (en %)
AANNEMINGSMAATSCHAPPIJ CFE BETON- EN WATERBOUW BV	Dordrecht (Pays-Bas)	NL 806098077B01	100
AANNEMINGSMAATSCHAPPIJ CFE INDUSTRIE- EN UTILITEITSBOUW BV	Dordrecht (Pays-Bas)	NL 806097954B01	100
ABEB NV	Antwerpen	BE 404 624 711	100
BENELMAT SA	Limelette	BE 460 543 132	100
CENTRE DE COORDINATION INTERNATIONAL CFE SA	Bruxelles	BE 440 113 348	100
VANDERHOYDONCKX NV	Alken	BE 400 480 237	100
CFE HUNGARY CONSTRUCTION L.L.C.	Budapest (Hongrie)		100
CFE NEDERLAND BV	Dordrecht (Pays-Bas)	NL 806098028B01	100
CFE POLSKA s.p.Z.o.o.	Varsovie (Pologne)		100
COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE D'ENTREPRISES CLE SA	Luxembourg	1970 2200 116 LU 10781637	100
CONSTRUCTION MANAGEMENT SA	Bruxelles	BE 407 131 071	100
ELECTRONIZET SA	Louvain-la-Neuve	BE 439 628 744	100



ENGEMA SA	Bruxelles	412 783 696	100
GEKA BOUW BV	Dordrecht (Pays-Bas)	NL 802127496B02	100
NIZET ENTREPRISES SA	Louvain-la-Neuve	BE 418 046 541	100
SNTP INTERNATIONAL	Paris (France)	FR 64372947462	100
SOCIÉTÉ DE GESTION ET DE MAINTENANCE SOGESMAINT SA	Bruxelles	BE 412 909 105	100
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE D'ENTREPRISES SFE SA	Luxembourg		100
SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE ET D'ENTREPRISE SFIE SA	Paris (France)	FR 35339707523	100
VAN MAERLANT SA	Bruxelles	BE 470 001 820	100
VILLAS ET ENTREPRISES SA	Bruxelles	BE 419 201 534	100
COMPAGNIE IMMOBILIÈRE DE WEIMERSKIRCH SA	Luxembourg		100
BATIPONT IMMOBILIER SA	Bruxelles	BE 438 425 053	100
BATIMENTS ET PONTS CONSTRUCTION SA	Bruxelles	BE 433 943 950	100
ROODEBEEK DEVELOPPEMENT SA	Bruxelles	BE 465 461 329	100
DEVELOPPEMENT D'HABITATIONS BRUXELLOISES SA	Bruxelles	BE 447 463 473	75,30
COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE IMMOBILIÈRE CLI SA	Luxembourg		100
SOGESMAINT LUXEMBOURG SA	Luxembourg		100

B. Principales sociétés laissées en dehors de la consolidation

Dénomination	Siège	Numéro de TVA	Fraction du capital détenue (en %)	Motif de l'exclusion a-b-c-d
NEANT	-	-	-	-

Motif de l'exclusion (art. 13 de l'A.R. du 6 mars 1990)

- Entreprise d'importance négligeable (une ou plusieurs entreprises ensemble).
- L'exercice effectif du pouvoir de contrôle et/ou l'utilisation par cette filiale de son patrimoine sont durablement et gravement affectés.
- Les informations nécessaires à l'inclusion dans la consolidation ne peuvent être obtenues sans frais disproportionnés ou sans délai injustifié.
- Les actions ou parts sont détenus exclusivement en vue de leur cession ultérieure.

III. FILIALES COMMUNES

Changements intervenus en 2004 :

- augmentation du pourcentage de participation de CFE en DEME jusqu'à 50 %;
- DEME a constitué les sociétés International Seaport Dredging Pvt Ltd. et Qatar Dredging Company;
- augmentation du pourcentage dans Silvamo de 22,5 % à 25 % (part de CFE);
- augmentation de la participation dans Cebruval, Ecoterres Luxembourg, Ecoterres de 25 % à 37,45 % (part de CFE).



A. Principales filiales consolidées par intégration proportionnelle

Dénomination	Siège	Numéro de TVA	Fraction du capital détenue (en %)
DREDGING, ENVIRONMENTAL AND MARINE ENGINEERING NV	Zwijndrecht	BE 400 473 705	50
- BAGGERWERKEN DECLOEDT NV	Bruxelles	BE 439 043 675	50
- DREDGING INTERNATIONAL NV	Zwijndrecht	BE 435 305 514	50
- DREDGING INTERNATIONAL ASIA PACIFIC PTE LTD	Singapour		50
- DEME BUILDING MATERIALS DBM NV	Zwijndrecht	BE 437 433 376	50
- DEME ENVIRONMENTAL CONTRACTORS	Zwijndrecht		50
- IPEM NV	Zwijndrecht		26,66
- HYDRO SOIL SERVICES NV	Dessel	BE 427 044 874	24,24
- SIDRA SPA	Rome (Italie)		50
- TIDEWAY BV	Breda (Pays-Bas)		50
DEC HOLDING NV	Zwijndrecht		37,45
CEBRUVAL NV	Gosselies		37,45
ECOTERRES LUXEMBOURG SA	Luxembourg		37,45
ECOTERRES SA	Gosselies		37,45
SILVAMO NV	Koekelare		25
CFE ENERGOPOL S.P.Z.O.O.	Szczecin (Pologne)		50
ESPACE MIDI SA	Bruxelles	BE 402 594 342	20
ESPACE ROLIN SA	Bruxelles	BE 450 802 847	33,33
VAN MEYEL SA	Bruxelles	BE 468 315 010	47,87
VAN WELLEN NV	Kapellen	BE 442 585 759	50
AMCA NV	Anvers		28,33
BRUSILIA BUILDING NV	Bruxelles	BE 462 661 393	50
CROWN AVENUE SA	Bruxelles	BE 866 327 388	50
ELINVEST SA	Luxembourg		50
IMMOBILIERE DU BERREVELD SA	Bruxelles	BE 448 178 503	50
REGENT TWO SA	Bruxelles	BE 865 368 078	50
LIBERTIM SA	Luxembourg	169 512 56	50
LIBERTIM LUXEMBOURG SA	Luxembourg	182 96 772	50

B. Principales sociétés laissées en dehors de la consolidation

Dénomination	Siège	Numéro de TVA	Fraction du capital détenue (en %)	Motif de l'exclusion a-b-c-d
NEANT	-	-	-	-

- Motif de l'exclusion (art. 13 de l'A.R. du 6 mars 1990)
- a. Entreprise d'importance négligeable (une ou plusieurs entreprises ensemble).
 - b. L'exercice effectif du pouvoir de contrôle et/ou l'utilisation par cette filiale de son patrimoine sont durablement et gravement affectés.
 - c. Les informations nécessaires à l'inclusion dans la consolidation ne peuvent être obtenues sans frais disproportionnés ou sans délai injustifié.
 - d. Les actions ou parts sont détenus exclusivement en vue de leur cession ultérieure.



VI. REGLES D’EVALUATION

Les règles d’évaluation qui ont été retenues pour la consolidation sont celles de la société mère, sauf pour les travaux de certaines filiales dont la spécificité ne le justifiait pas.

Les différences de consolidation

Dans le bilan consolidé, les capitaux propres (à la date d’acquisition ou de première consolidation) de chaque filiale comprise dans la consolidation sont, à concurrence de la fraction de ses capitaux propres représentée par ses actions et parts détenues par des entreprises comprises dans la consolidation, compensés par la valeur comptable de ces actions et parts dans les comptes des entreprises qui les détiennent. L’écart qui subsiste est inscrit au bilan consolidé sous la rubrique «Ecart de consolidation», à l’actif s’il est positif, au passif s’il est négatif.

Les écarts de consolidation positifs sont en principes amortis en cinq ans.

Le conseil d’administration, toutefois, a décidé de porter la durée d’amortissement à dix ans pour les participations qui s’inscrivent dans une politique d’investissement à long terme dans un secteur et un marché que notre groupe connaît et maîtrise.

Réserves consolidées

La variation de la situation nette, qui correspond à la part de la société consolidante dans la variation des fonds propres de la société consolidée depuis la détermination de la réserve nette de première consolidation, ainsi que les réserves de la société mère CFE, sont portées aux réserves consolidées.

Ecarts de conversion

La conversion en EUR des comptes de bilan des entreprises étrangères prises en consolidation s’effectue au cours indicatif publié par l’Echo en vigueur au 31 décembre, et pour les comptes de résultats au taux moyen.

L’utilisation de cours de change qui fluctuent d’année en année dégage des différences de conversion portées au passif du bilan consolidé à la rubrique «Ecarts de conversion».

A partir de 1986, le conseil d’administration a décidé de transférer au compte de résultats les écarts négatifs découlant de la conversion des fonds propres de sociétés consolidées au taux de clôture.

Dates de clôture

Le champ de consolidation et le choix des méthodes ont été déterminés par la situation des participations au 31 décembre 2004, date de clôture des comptes de la COMPAGNIE D’ENTREPRISES CFE SA.

Les sociétés prises en consolidation arrêtent leurs comptes annuels à la même date que la société mère, à l’exception des sociétés :

- pour lesquelles la période entre la date de clôture et le 31 décembre n’excède pas trois mois :

VAN WELLEN NV ET SES FILIALES	30 novembre
COL CONTRACTORS	30 septembre

- pour lesquelles la période entre la date de clôture et le 31 décembre excède trois mois : néant.

La consolidation a été effectuée sur base de situations intermédiaires.



VII. ETAT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT

Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	593
Mutations de l'exercice	
- Nouveaux frais engagés	6
- Amortissements	(28)
- Variations de périmètre	
- Ecart de conversion	
- Autres	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice.	571
Dont :	
- Frais de constitution et d'augmentation de capital	9
- Frais d'émission d'emprunt	
- Primes de remboursement	
- Autres frais d'établissement	
- Frais de restructuration	571

VIII. ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Frais de recherche et de dévelop- pement	Concessions, brevets, licences	Goodwill et plus- values d'apport	Acomptes versés	Total
a. Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	2.518	4.471	25		7.014
Acquisitions, y compris la production immobilisée	30	254	-		284
Cessions et désaffectations	-15	-70	-		-85
Transferts d'une rubrique à une autre	-54	43	-25		-36
Variations de périmètre	390	117	-		506
Ecart de conversion	-	1	-		1
Divers	-	-	-		-
Au terme de l'exercice en cours	2.869	4.816	-		7.684
c. Amortissements et réductions de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	-1.835	-1.317	-25		-3,177
Amortissements et réductions de valeur actés	-168	-528	-		-695
Amortissements et réductions de valeur repris	-	-	-		-
Amortissements et réductions de valeur annulés	15	70	-		85
Amortissements et réductions de valeur acquis de tiers	-	-	-		-
Amortissements et réductions de valeur transférés	1	-	25		26
Variations de périmètre	-133	-36	-		-169
Ecart de conversion	-	-2	-		-2
Divers	-	-	-		-
Au terme de l'exercice en cours	-2.120	1.813	-		-3.932
d. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	749	3.003	-		3.752



IX. ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains et construc- tions	Machines et outillages	Mobilier et matériel roulant	Location- finance- ment et droits similaires	Autres immobili- sations corporelles	Immobili- sations en cours et acomptes versés	TOTAL
A. Valeur d'acquisition							
Au terme de l'exercice précédent	27.481	491.357	26.639	4.466	4.578	21.017	575.538
Acquisitions, y compris la production immobilisée	1.222	16.043	1.727	878	207	6.115	26.191
Cessions et désaffectations	-621	-31.216	-1.164	-18	-244	-	-33.263
Transferts d'une rubrique à une autre	95	18.241	-355	4.391	34	-18.968	3.438
Variations de périmètre	3.141	16.902	1.581	368	477	665	23.135
Ecart de conversion	-12	-841	-254	-	1	-34	-1.141
Divers	-	-	-	-	-	-	-
Au terme de l'exercice en cours	31.306	510.486	28.174	10.085	5.053	8.795	593.898
B. Plus-values de réévaluation							
Au terme de l'exercice précédent	53	69	-	-	-	-	122
Plus-values actées	-	-	-	-	-	-	-
Plus-values annulées	-	-	-	-	-	-	-
Plus-values acquises de tiers	-	-	-	-	-	-	-
Plus-values transférées	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	2	-	-	-	-	2
Ecart de conversion	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-
Au terme de l'exercice en cours	53	71	-	-	-	-	124
C. Amortissements et réductions de valeur							
Au terme de l'exercice précédent	-14.217	-301.982	-21.410	-1.894	-1.201	-	-340.704
Amortissements et réductions de valeur actés	-1.105	-29.326	-2.334	-1.287	-1.029	-	-35.081
Amortissements et réductions de valeur repris	-	7	-	-	-	-	7
Amortissements et réductions de valeur annulés	235	29.991	1.000	-	135	-	31.361
Amortissements et réductions de valeurs acquis de tiers	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements et réductions de valeurs transférés	-	143	260	-3.632	-25	-	-3.254
Variations de périmètre	-1.532	-9.829	-1.204	-164	-253	-	-12.982
Ecart de conversion	3	696	250	-	-2	-	947
Divers	-	-	-	-	-	-	-
Au terme de l'exercice en cours	-16.616	-310.300	-23.438	-6.977	-2.375	-	-359.706
D. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	14.743	200.256	4.736	3.108	2.678	8.795	234.316



X. ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Entreprises auxquelles la mise en équivalence est appliquée	Autres entreprises	Total
1. Actions et parts			
a. Valeur d'acquisition			
Au terme de l'exercice précédent	851	11.024	11.875
Acquisitions	-	13	13
Cessions et retraits	-	-86	-86
Transferts d'une rubrique à une autre	41	-	41
Résultat de l'exercice	-113	-	-113
Dividendes versés	-292	-	-292
Ecart de conversion	-	-	-
Variation de périmètre	197	-124	73
Divers	-	-	-
Au terme de l'exercice en cours	684	10.827	11.511
b. Plus-values de réévaluation			
Au terme de l'exercice précédent	-	-	-
Plus-values actées	-	-	-
Plus-values annulées	-	-	-
Plus-values acquises de tiers	-	-	-
Plus-values transférées	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-
Ecart de conversion	-	-	-
Divers	-	-	-
Au terme de l'exercice en cours	-	-	-
c. Réductions de valeur			
Au terme de l'exercice précédent	-	-4.812	-4.812
Réductions de valeur actées	-	-	-
Réductions de valeur reprises	-	-	-
Réductions de valeur annulées	-	-	-
Réductions de valeur acquises de tiers	-	-158	-158
Réductions de valeur transférées	-	-	-
Variations de périmètre	-	-27	-27
Ecart de conversion	-	-	-
Divers	-	-	-
Au terme de l'exercice en cours	-	-4.997	-4.997
d. Montants non appelés			
Au terme de l'exercice précédent	-	-2	-2
Au terme de l'exercice en cours	-	-2	-2
e. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	684	5.828	6.512





	Entreprises auxquelles la mise en équivalence est appliquée	Autres entreprises
2. Les créances		
a. Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	-	2.934
Acquisitions	178	5.548
Cessions et retraits	-	-19
Transferts d'une rubrique à une autre	-	39
Variations de périmètre	-	1.518
Ecarts de conversion	-	5
Divers	-	-
Au terme de l'exercice en cours	-	10.025
c. Réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent	-	-
Réductions de valeur actées	-	-199
Réductions de valeur reprises	-	-
Réductions de valeur annulées	-	-
Réductions de valeur acquises de tiers	-	-
Réductions de valeur transférées	-	-47
Variations de périmètre	-	-72
Ecarts de conversion	-	-
Divers	-	-
Au terme de l'exercice en cours	-	-318
e. Valeur comptable nette au terme de l'exercice	178	9.707

XI. ETAT DES RESERVES DU GROUPE ET DU RESULTAT REPORTE

	Réserves du groupe
A la fin de l'exercice précédent	107.204
Résultat de l'exercice	16.122
Distribution de dividendes	(4.946)
Transfert vers capital	-
A la fin de l'exercice	118.380

XII. ETAT DES ECARTS DE CONSOLIDATION ET DE MISE EN EQUIVALENCE

	Ecarts de consolidation positifs	Ecarts de consolidation négatifs	Ecarts de mise en équivalence positifs	Ecarts de mise en équivalence négatifs
Au terme de l'exercice précédent	4.253	(8.390)	-	-
Variations dues à une augmentation du % de détention	1.865	1.587	-	-
Variations dues à une diminution du % de détention	(540)	(14)	-	-
Amortissements	(1.380)	-	-	-
Ecarts portés en résultats	-	-	-	-
Ecarts de conversion	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	(15)	-	-
Divers	-	-	-	-
Au terme de l'exercice en cours	4.198	(6.832)	-	-

XIII. ETAT DES DETTES

	Dettes ayant une durée résiduelle de		
	un an au plus	plus d'un an mais 5 ans au plus	plus de 5 ans
A. Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an en fonction de leur durée résiduelle			
Dettes financières	23.210	77.752	34.262
1. Emprunts subordonnés	-	6.978	670
2. Emprunts obligataires non subordonnés	-	-	-
3. Dettes de location-financement et assimilées	951	1.033	865
4. Etablissements de crédit	18.936	69.741	30.148
5. Autres emprunts	3.323	-	2.579
Dettes commerciales	-	-	-
1. Fournisseurs	-	-	-
2. Effets à payer	-	-	-
Acomptes reçus sur commandes	-	-	-
Autres dettes	-	1.576	1.580
TOTAL	23.210	79.328	35.842
B. Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise consolidée			
Dettes financières			
4. Etablissements de crédit	69.730		

XIV. INDICATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DE L'EXERCICE ET DE L'EXERCICE PRECEDENT

A. Chiffre d'affaires net par catégorie d'activité

	2004	2003	Variation
Construction + Promotion et Services	496.539	391.774	104.765
Dragage - Environnement	316.574	349.373	(32.799)
Multitechnique	41.324	43.988	(2.664)
Autres	-	8.269	(8.269)
TOTAL	854.437	793.404	61.033

B. Effectif moyen de personnel et frais de personnel

	Entreprises consolidées par intégration globale	Entreprises consolidées par intégration globale	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle	Entreprises consolidées par intégration proportionnelle
	2004	2003	2004	2003
b1. Effectif moyen du personnel occupé				
- Ouvriers	1.332	1.174	844	859
- Employés	756	698	487	474
- Personnel de direction	10	13	5	5
- Autres	-	-	-	-
b2. Frais de personnel et pension	111.110	100.627	69.785	67.464
b3. Provisions pour pension (comprises dans la rubrique 635/7)				
Dotation (+), utilisations et reprises (-)	(3)	161	192	267



XV. DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

A.	1. Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises dans la consolidation pour sûreté de dettes ou d'engagement de tiers	302.664
	2. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres, pour sûreté respectivement des dettes et engagements : - d'entreprises comprises dans la consolidation - de tiers	154.660
	5. B) Contrats de locations simples	1.363

XVI. RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION, NON COMPRISES DANS LA CONSOLIDATION

	Entreprises liées		Entreprises avec lien de participation	
	2004	2003	2004	2003
1. Participations	2.481	2.442,58		
2. Créances				
- à plus d'un an	2.198	2.261		
- à un an au plus				
4. Dettes				
- à plus d'un an				
- à un an au plus				

XVII. RELATIONS FINANCIERES AVEC LES ADMINISTRATEURS OU GERANTS DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE

A.	Montant global des rémunérations allouées au titre de l'exercice aux administrateurs ou gérants de la société consolidante en raison de leurs fonctions dans celle-ci, dans ses entreprises filiales et dans les entreprises associées, y compris le montant des pensions de retraite allouées au même titre aux anciens administrateurs ou gérants	208
----	---	-----



6. RAPPORT DES COMMISSAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES CLOTURES LE 31 DECEMBRE 2004 PRESENTES A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE

COMPAGNIE D'ENTREPRISES CFE, SA

Aux Actionnaires,

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes consolidés établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la société, pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2004, dont le total du bilan s'élève à 832.619(000) EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice (quote-part du groupe) de 16.122(000) EUR. Les comptes de certaines filiales et de certains groupes consolidés par intégration globale ou proportionnelle ont été contrôlés par d'autres reviseurs. Notre opinion quant à ces comptes qui représentent respectivement 35% du total du bilan consolidé et 30% du total des ventes et prestations consolidées se base entièrement sur l'attestation de ces reviseurs. Nous avons également procédé à la vérification du rapport consolidé de gestion.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu les explications et informations requises pour nos contrôles. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidations et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux et ceux de nos confrères qui ont contrôlé les comptes des filiales fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, sur base de notre révision et des rapports de nos confrères, les comptes consolidés clôturés au 31 décembre 2004 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'ensemble consolidé en conformité aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

Attestations complémentaires

Nous complétons notre rapport par les attestations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

- le rapport de gestion contient les informations requises par le Code des Sociétés et concorde avec les comptes consolidés.

Le 23 mars 2005

Les Commissaires

DELOITTE & PARTNERS
Reviseurs d'Entreprises
SC s.f.d SCRL
Représentée par Rik Neckebroecq

DELOITTE & TOUCHE
Reviseurs d'Entreprises
SC s.f.d SCRL
Représentée par James Fulton





2004

29

COMPTES SOCIAUX DE LA COMPAGNIE D'ENTREPRISES CFE SA

En vertu des articles 22 et 170
de l'Arrêté Royal du 30 janvier 2001,
portant exécution du code
des sociétés, le rapport financier
est établi en milliers d'euros.



COMPAGNIE D'ENTREPRISES CFE SA

1. BILANS COMPARES AU 31 DECEMBRE (en milliers de EUR)

ACTIF	2004		2003	
ACTIFS IMMOBILISES		171.247		154.473
I. Frais d'établissement		497		505
III. Immobilisations corporelles		1.982		1.739
A. Terrains et constructions	847		753	
B. Installations, machines et outillage	312		33	
C. Mobilier et matériel roulant	823		953	
D. Location-financement et droits similaires	0		0	
E. Autres immobilisations corporelles	0		0	
IV. Immobilisations financières		168.768		152.229
A. Entreprises liées	166.045		149.506	
1. Participations	166.045		149.506	
2. Créances	0		0	
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	2.415		2.415	
1. Participations	2.415		2.415	
2. Créances			0	
C. Autres immobilisations financières	308		308	
1. Actions et parts	89		90	
2. Créances et cautionnements en numéraire	219		218	
ACTIFS CIRCULANTS		201.624		959.124
V. Créances à plus d'un an		0		262.831
A. Créances commerciales	0		0	
B. Autres créances	0		0	
C. Notre part dans l'actif des sociétés momentanées	0		262.831	
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution		27.911		172.095
A. Stocks	27.911		15.866	
1. Approvisionnements	918		0	
5. Immeubles destinés à la vente	26.993		15.866	
6. Acomptes versés	0		0	
B. Commandes en cours d'exécution	0		156.229	
VII. Créances à un an au plus		139.654		516.391
A. Créances commerciales	104.916		79.851	
B. Autres créances	34.738		43.165	
C. Notre part dans l'actif des sociétés momentanées	0		393.375	
VIII. Placements de trésorerie		8.500		3.664
B. Autres placements	8.500		3.664	
IX. Valeurs disponibles		14.952		3.459
X. Comptes de régularisation		10.607		684
TOTAL DE L'ACTIF		372.871		1.113.597



PASSIF	2004		2003	
CAPITAUX PROPRES		80.143		83.900
I. Capital		19.000		19.000
A. Capital souscrit	19.000		19.000	
II. Primes d'émission		18.213		18.213
III. Plus-values de réévaluation		12.395		12.395
IV. Réserves		21.240		21.240
A. Réserve légale	1.900		1.900	
C. Réserves immunisées	2.137		2.137	
D. Réserves disponibles	17.203		17.203	
V. Bénéfice reporté ou perte reportée (-)		9.295		13.052
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES		42.515		43.122
VII. A. Provisions pour risques et charges		42.319		42.917
1. Pensions et obligations similaires	497		505	
2. Charges fiscales	0		0	
3. Grosses réparations et gros entretien	0		0	
4. Autres risques et charges	41.822		42.412	
B. Impôts différés		196		205
DETTES		250.213		986.575
VIII. Dettes à plus d'un an		1.587		280.454
A. Dettes financières	0		0	
1. Emprunts subordonnés	0		0	
2. Emprunts obligataires non subordonnés	0		0	
3. Dettes de location-financement et assimilées	0		0	
4. Etablissements de crédit	0		0	
5. Autres emprunts	0		0	
B. Dettes commerciales	0		0	
1. Fournisseurs	0		0	
2. Effets à payer	0		0	
C. Acomptes reçus sur commandes	0		19.886	
D. Autres dettes	1.587		6.545	
E. Notre part dans le passif des sociétés momentanées	0		254.023	
IX. Dettes à un an au plus		231.833		705.783
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	0		0	
B. Dettes financières	0		0	
1. Etablissements de crédit	0		0	
C. Dettes commerciales	97.982		57.335	
1. Fournisseurs	92.616		51.250	
2. Effets à payer	5.366		6.085	
D. Acomptes reçus sur commandes	2.362		134.549	
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	14.169		11.601	
1. Impôts	6.500		4.479	
2. Rémunérations et charges sociales	7.669		7.122	
F. Autres dettes	117.320		109.430	
G. Notre part dans le passif des sociétés momentanées	0		392.868	
X. Comptes de régularisation		16.793		338
TOTAL DU PASSIF		372.871		1.113.597



2. RESULTATS COMPARES AU 31 DECEMBRE (en milliers de EUR)

	2004		2003	
I. Ventes et prestations		310.094		351.032
A. Chiffre d'affaires	264.307		282.758	
B. Variation des en-cours de fabrication, des produits finis et des commandes en cours d'exécution (augmentation +, réduction -)	0		12.168	
C. Production immobilisée	0		23	
D. Autres produits d'exploitation	45.787		56.083	
II. Coût des ventes et prestations (-)		(316.537)		(373.175)
A. Approvisionnements et marchandises	193.632		208.739	
1. Achats	192.616		207.193	
2. Variation des stocks (augmentation -, réduction +)	1.016		1.546	
B. Services et biens divers	30.487		41.817	
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	61.578		58.823	
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	1.167		2.131	
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)	5.997		14.242	
F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	(846)		4.772	
G. Autres charges d'exploitation	24.522		42.651	
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	0		0	
III. Bénéfice d'exploitation (+)			-	
Perte d'exploitation (-)		(6.443)		(22.143)
IV. Produits financiers		12.165		16.107
A. Produits des immobilisations financières	8.112		9.590	
B. Produits des actifs circulants	3.139		6.120	
C. Autres produits financiers	914		397	
V. Charges financières		(4.457)		(10.397)
A. Charges des dettes	3.682		5.127	
B. Réduction de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II. E. (dotations +, reprises -)	0		0	
C. Autres charges financières	775		5.270	
VI. Bénéfice courant avant impôts (+)		1.265		-
Perte courante avant impôts (-)		-		(16.433)
VII. Produits exceptionnels		2		26.339
A. Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles	0		0	
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	1		0	
C. Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels	0		0	
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	1		26.339	
E. Autres produits exceptionnels	0		0	
VIII. Charges exceptionnelles (-)		(9)		(5.936)
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	0		0	
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	0		3.752	
C. Provisions pour risques et charges exceptionnels (dotations +, utilisations -)	48		180	
D. Moins-values sur réalisations d'actifs immobilisés	9		6	
E. Autres charges exceptionnelles	0		2.178	
F. Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)	(48)		(180)	



	2004		2003	
IX. Bénéfice de l'exercice avant impôts (+)		1.258		3.970
Perte de l'exercice avant impôts (-)		-		-
IX.bis				
A. Prélèvements sur impôts différés		10		10
B. Transfert aux impôts différés		-		-
X. Impôts sur le résultat (-) (+)		(78)		(1.548)
A. Impôts	(2.374)		(2.045)	
B. Régularisation d'impôts et reprises de provisions fiscales	2.296		497	
XI. Bénéfice de l'exercice (+)		1.190		2.432
Perte de l'exercice (-)		-		-
XII. Transfert aux réserves immunisées (-)		0		0
XIII. Bénéfice de l'exercice à affecter (+)		1.190		2.432
Perte de l'exercice à affecter (-)		-		-

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

	2004		2003	
A. Bénéfice à affecter (Perte à affecter -)		14.242		15.554
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	1.190		2.432	
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	13.052		13.122	
D. Résultat à reporter		(9.295)		(13.052)
1. Bénéfice à reporter (-)	9.295		13.052	
F. Bénéfice à distribuer (-)		(4.947)		(2.502)
1. Rémunération du capital	4.947		2.502	



3. ANALYSE DU BILAN (en milliers de EUR)

ACTIF		
ACTIFS IMMOBILISES		
I. Frais d'établissement		497
Dans le cadre de la restructuration des activités et en raison des engagements pris en matière de prépensions conventionnelles, notre société a activé durant l'exercice 2004 des frais de prépensions pour 48 et en a amorti pour 56. De la sorte, ce poste trouvant sa contrepartie à la rubrique VII.A.1 du passif du bilan, s'élève à	497	
III. Immobilisations corporelles		1.982
A. Terrains et constructions		
Ce poste représente la valeur du bâtiment de notre succursale Bageci à Naninne pour 1.021 et l'acquisition d'un bâtiment suite au contrat obtenu dans le Hainaut pour 122, soit un total de 1.143 diminué des amortissements cumulés y relatifs de 296, soit une valeur nette de	847	
B. Installations, machines et outillage		
Les mutations suivantes ont été réalisées durant l'exercice 2004 : acquisitions : 969 y compris l'intégration des sociétés momentanées cessions : (32) amortissements actés : (690) y compris l'intégration des sociétés momentanées amortissements annulés à la suite de cessions : 32 ce qui porte cette rubrique à un montant de Les cessions d'actifs effectuées en 2004 portaient principalement sur la vente de nos machines et outillages présents en RCA.	312	
C. Mobilier et matériel roulant		
Les mutations suivantes ont été réalisées durant l'exercice 2004 : acquisitions : 271 cessions : (34) amortissements actés : (393) amortissements annulés à la suite de cessions : 26 ce qui porte cette rubrique à un montant de	823	
IV. Immobilisations financières		168.768
Comme repris au point 4 du résumé des règles d'évaluation, les immobilisations financières sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus et compte tenu des montants restant éventuellement à libérer. Si une dépréciation durable est constatée, les titres font l'objet d'une réduction de valeur égale à la partie durable de la moins-value observée.		
A. Entreprises liées		
1. Participations Compte tenu de cette règle, ce poste qui s'élève à est en augmentation de 16.539 par rapport à l'exercice précédent. Les mutations de l'exercice sont les suivantes : augmentation de notre participation en DEME NV pour 5.550, acquisition de BPC pour 11.000, participation pour la recherche et l'étude de biens bâtis et non bâtis au Luxembourg pour 112, ainsi qu'une réduction de notre participation dans CIW, suite à la réduction du capital pour 123.	166.045	
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation		
Ce poste inchangé par rapport à l'exercice précédent se monte à	2.415	
C. Autres immobilisations financières		
1. Actions et parts Ce poste reprend des droits sociaux détenus dans les sociétés qui n'ont pas le caractère de participations pour une valeur de	89	
2. Créances et cautionnements en numéraire Diverses garanties et cautions versées en espèces. Ce poste s'élève à	219	



ACTIFS CIRCULANTS			
V. Créances à plus d'un an			-
Suite aux changements de nos règles d'évaluation, nous intégrons les sociétés momentanées dans leur totalité actif-passif et résultat proportionnellement à notre participation. Elles sont alors traitées comme les autres chantiers suivant les règles telles que définies dans la norme IAS 11.			
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution			27.911
A. Stocks			
1. Approvisionnements			
Stock d'acier pour chantiers Brabant		918	
5. Immeubles destinés à la vente			
Ce poste qui s'élève à		26.993	
est constitué par des terrains et immeubles acquis en notre qualité de marchand de biens.			
Ce poste augmente globalement de 11.127 :			
- évolution des chantiers			
Jette		9.860	
Drapiers		3.612	
Keffer		1.401	
- réductions de valeur			
Sterrebeek		- 1.181	
Foresterie		- 1.800	
- vente place de la Reine		- 926	
- divers nouveaux chantiers		161	
B. Commandes en cours d'exécution			-
Suite au changement de nos règles d'évaluation, les chantiers ne sont plus stockés suivant les règles telles que définies dans la norme IAS 11.			
VII. Créances à un an au plus			139.654
A. Créances commerciales		104.916	
B. Autres créances			
Cette rubrique reprend en ordre principal les comptes courants de sociétés filiales et de sociétés momentanées ainsi que les impôts récupérables à charge des administrations fiscales.			
Ce poste s'élève à		34.738	
et se décompose comme suit :			
- impôts récupérables : 1.928			
- comptes courants des filiales : 30.518			
- comptes courants des sociétés momentanées : 1.873			
- autres créances : 1.864			
- des réductions de valeurs actées dont le montant est inchangé par rapport à 2003 pour (1.445).			
C. Notre part dans l'actif des sociétés momentanées			-
Suite aux changements de nos règles d'évaluation, nous intégrons les sociétés momentanées dans leur totalité actif-passif et résultat proportionnellement à notre participation. Elles sont alors traitées comme les autres chantiers suivant les règles telles que définies dans la norme IAS 11.			
VIII. Placements de trésorerie			8.500
B. Autres placements		8.500	
Placements à court terme auprès d'organismes bancaires, y compris ceux effectués dans les sociétés momentanées			
IX. Valeurs disponibles			14.952
Avoirs en compte chez nos banquiers, y compris ceux des sociétés momentanées		14.952	
X. Comptes de régularisation			10.607
Suite aux nouvelles règles d'évaluation, ce montant inclut les postes suivants :			
- charges à reporter (chantiers)		1.191	
- produits acquis (chantiers)		8.613	
- régularisation d'actif intégration sociétés momentanées		224	
- charges diverses, principalement locatives, à reporter sur les exercices ultérieurs		579	





PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
I. Capital			
A. Capital souscrit			19.000
Le capital est représenté par 581.879 parts sociales sans désignation de valeur nominale.	19.000		
II. Primes d'émission			18.213
Ces primes ont été constituées lors de fusions de sociétés.			
III. Plus-values de réévaluation			12.395
Cette rubrique est inchangée.			
IV. Réserves			21.240
A. Réserve légale			
Ce poste est inchangé du fait que la réserve légale atteint 10 % du capital.	1.900		
C. Réserves immunisées			
Poste inchangé.	2.137		
D. Réserves disponibles			
Poste inchangé.	17.203		
V. Bénéfice reporté ou perte reportée (-)			9.295
L'exercice social se clôture par un bénéfice de	1.190		
Compte tenu du report au 1er janvier 2004 de	13.052		
et d'une rémunération du capital de l'exercice de	(4.947)		
cette rubrique passe à	9.295		
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES			
VII. A. Provisions pour risques et charges			42.319
1. Pensions et obligations similaires			
Cette rubrique couvre les charges futures résultant des engagements pris en matière de prépensions conventionnelles liées à des restructurations d'activités.			
L'actualisation des montants pour,	48		
l'utilisation de l'exercice pour	(56)		
portent cette rubrique à		497	
4. Autres risques et charges			
Cette rubrique s'élève à		41.822	
et a évolué comme suit :			
	2004	2003	
Benelux	19.505	10.178	
Moyen-Orient	165	165	
Afrique	2.568	2.568	
Océan Indien	1.752	1.840	
France	8.661	8.264	
Europe Centrale et de l'Est	6.750	15.059	
Prépensions et préretraites	2.421	4.338	
Total	41.822	42.412	

Cette évolution appelle les commentaires suivants :		
BENELUX		
La variation importante de la provision s'explique par le changement de règles d'évaluation . Le montant de 19.505 comprend les éléments suivants : provision pour perte à terminaison sur chantiers suivant les règles telles que définies dans la norme IAS 11 pour 8.359 et 300 suite à la nouvelle méthode d'intégration des sociétés momentanées. Le solde de la variation s'explique par des reprises et reconstitutions de provisions diverses pour litiges sur chantiers et vis-à-vis de tiers.		
OCEAN INDIEN		
La diminution du poste correspond à une reprise des provisions constituées antérieurement pour 100 sur la finalisation du recentrage de l'activité et à une augmentation de 12 sur les engagements en compte courant.		
FRANCE		
La détérioration de la situation nette des fonds propres de notre filiale française nous a conduits à augmenter la provision pour couvrir le risque d'un non-remboursement partiel du compte courant de cette dernière.		
HONGRIE		
En cours d'exercice, CFE a procédé à un nouvel abandon de créances de 6.300. La provision pour risques a donc été adaptée en conséquence. Compte tenu de l'abandon précité et de la menée à bonne fin du projet Gresham, nous avons pu effectuer une reprise de provision de 8.308.		
PREPENSIONS ET PRERETRAITES		
Cette provision est constituée pour couvrir les coûts des départs spécifiques en prépension conventionnelle et à la préretraite des membres du personnel négociés pour les années 2005 et 2006.		
B. Impôts différés		196
DETTES		
VIII. Dettes à plus d'un an		1.587
D. Autres dettes	1.587	
Représente principalement une dette vis-à-vis d'une société liée.		
IX. Dettes à un an au plus		231.833
C. Dettes commerciales		
Cette rubrique s'élève à		
et reprend l'ensemble de nos dettes commerciales, à savoir :		
- fournisseurs	92.616	
- effets à payer	5.366	





D. Acomptes reçus sur commandes Cette rubrique reprend les facturations d'acomptes auprès des différents maîtres d'ouvrage et relatives à des travaux à exécuter en 2005. Par succursale, la rubrique se répartit comme suit : - BAGECI : 0 - CFE Brabant : 0 - CFE Immo : 0 - CFE Nederland : 0 - MBG : 2.362	2.362	
E. Dettes fiscales, salariales et sociales Cette rubrique s'élève à et reprend : - les impôts (précompte professionnel, provisions pour impôts) pour 6.500 - les charges sociales diverses sur rémunérations (ONSS, pécule de vacances, etc.) pour 7.669	14.169	
F. Autres dettes Ce poste s'élève à et représente des dettes diverses : - envers des sociétés liées 107.109 - comptes courants des sociétés momentanées et divers 5.264 - rémunération du capital 4.947	117.320	
X. Comptes de régularisation Suite aux nouvelles règles d'évaluation, cette rubrique est constituée essentiellement de charges à imputer et les produits à reporter suivant les règles telles que définies dans la norme IAS 11 (16.081) des comptes de régularisation repris lors de l'intégration des sociétés momentanées (412) et de la neutralisation d'écarts de conversion (300).		16.793

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

Le montant des avals et cautions donnés pour le groupe est influencé significativement à la baisse suite à l'annulation de l'engagement pris vis-à-vis des banques de rembourser le prêt consenti par celles-ci à la Compagnie Immobilière de Weimerskirch dans le cadre d'un crédit à la construction. L'engagement portait sur un total de 77.350.

4. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTATS (en milliers de EUR)

I. Ventes et prestations		310.094
A. Chiffre d'affaires		
Cette rubrique s'élève à	264.307	
La contribution des succursales dans le chiffre d'affaires se définit comme suit :		
- BAGECI (Belgique - Luxembourg) :	19%	
- CFE Brabant :	17%	
- CFE Immo :	8%	
- CFE Nederland :	15%	
- MBG :	40%	
- Services Centraux Pôle Construction :	1%	
D. Autres produits d'exploitation		
Cette rubrique reprend les produits de facturation de services aux filiales, aux sociétés momentanées, l'intégration des sociétés momentanées et des récupérations diverses.		
Ce poste s'élève à :	45.787	
- la partie due aux sociétés momentanées représente	26.326	
- la facturation aux sociétés du groupe :	14.411	
- une revendication sur un ancien chantier :	1.954	
- et des récupérations diverses pour :	3.096	
II. Coût des ventes et des prestations (-)		(316.537)
A. Approvisionnements		
Cette rubrique reprend les acquisitions de matériaux ainsi que la variation des stocks, les services, travaux et études intervenant directement dans les prix de revient.		
Ce poste s'élève à	193.632	
B. Services et biens divers		
Reprend les frais de tiers relatifs à l'exploitation en général.		
Ce poste s'élève à	30.487	
C. Rémunérations, charges sociales et pensions		
Cette rubrique reprend les rémunérations payées ainsi que les charges sociales directes et indirectes s'y rapportant.		
Ce poste s'élève à	61.578	
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Cette rubrique qui s'élève à	1.167	
reprend :		
- l'amortissement des frais de restructuration	56	
- les amortissements sur immobilisations corporelles	468	
- les amortissements linéaires sont actés aux taux de :		
* 3 % l'an sur les immeubles		
* 10 % l'an sur le mobilier de bureau		
* 20 % l'an sur le matériel, les automobiles et les machines de bureau		
* 33,33 % l'an sur les camions		
- les amortissements sur immobilisations dans les sociétés momentanées	643	
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales		
Cette rubrique reprend les dotations/reprises de réductions de valeur sur commandes en cours et sur créances commerciales.	5.997	



F. Provisions pour risques et charges		
Utilisations, reprises et dotations de provisions se décomposent comme suit :		(846)
- utilisation provision pour pensions	(56)	
- travaux en sociétés momentanées et divers :		
* Hongrie	(8.308)	
* Océan Indien	(88)	
* France	397	
* Belgique : - dotation	16.337	
- reprise sur contentieux	(7.311)	
* sociétés momentanées (par intégration)	100	
* restructuration	(1.917)	
G. Autres charges d'exploitation		24.522
Cette rubrique se décompose de la manière suivante :		
- abandon de créance sur Hongrie	6.300	
- prise en charge de litiges anciens et contentieux	17.208	
- clôture et intégration des sociétés momentanées	474	
- autres charges (taxes, ...)	540	
IV. Produits financiers		12.165
A. Produits des immobilisations financières		
Cette rubrique reprend les dividendes de l'exercice 2003 et d'autres produits encaissés de nos participations dans les entreprises liées		8.112
- Dredging, Environmental and Marine Engineering NV	4.432	
- Centre de Coordination International CFE SA	2.818	
- Construction Management SA	124	
- CLE SA	265	
- Sogesmaint SA	200	
- Electronizet SA	248	
- autres	25	
B. Produits des actifs circulants		3.139
Ce poste reprend les intérêts divers encaissés de filiales et de banques	3.139	
C. Autres produits financiers		914
Cette rubrique reprend :		
- des différences de change pour	24	
- des produits financiers divers pour	890	
V. Charges financières (-)		4.457
A. Charges des dettes		
Intérêts payés sur découverts bancaires et sur emprunts		3.682
C. Autres charges financières		775
Cette rubrique enregistre :		
- les différences de change	21	
- les frais de banque, d'escompte d'effets et les couvertures de taux	178	
- notre quote-part de charges financières diverses dans les sociétés momentanées	258	
- les frais de commission sur avals et cautions, et autres charges financières	318	

VII. Produits exceptionnels		2
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés		
Suite à la cession d'une partie de notre participation dans Seco, nous avons acté :		
- une reprise de réduction de valeur :	1	
- une plus-value sur réalisation :	1	
VIII. Charges exceptionnelles (-)		(9)
C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles		48
Dotation aux provisions pour pensions et obligations similaires.		
D. Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		9
Réduction de capital en CIW :		
F. Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		(48)
Transfert à l'actif des nouveaux engagements pris dans le cadre des prépensions de membres de l'entreprise.		
X. Impôts sur le résultat (-) (+)		(78)
Cette rubrique reprend des impôts belges et étrangers sur le résultat ainsi que les régularisations d'impôts sur exercices antérieurs.		(78)
XIII. Affectation du bénéfice		14.242
Le bénéfice de l'exercice s'élève à	1.190	
Compte tenu du report bénéficiaire antérieur de	13.052	
le solde devient		14.242
que nous vous proposons d'affecter comme suit :		
- bénéfice à reporter		9.295
- bénéfice à distribuer		4.947
soit un dividende de 8,50 EUR brut ou 6,37 EUR net par part sociale, payable à partir du 27/05/2005 contre remise du coupon n° 120.		
Le paiement des dividendes sera assuré par Fortis Banque et par la Banque Degroof.		



5. ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX (en milliers EUR)

Annexe I : ETAT DES FRAIS D'ETABLISSEMENT	
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	505
Mutations de l'exercice :	
- amortissements	(56)
- autres	48
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	497
dont :	
- frais de restructuration	497
Le conseil d'administration a décidé qu'en vertu de l'article 24 de l'Arrêté Royal du 8 octobre 1976, modifié par l'article 19 de l'Arrêté Royal du 12 septembre 1983, les frais de prépension sont activés du fait qu'il s'agit de dépenses nettement circonscrites, relatives à une modification substantielle de la structure ou de l'organisation de l'entreprise et que ces dépenses sont destinées à avoir un impact favorable sur la rentabilité de l'entreprise.	

Annexe III : ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains et constructions	Installations, machines et outillages	Mobilier et matériel roulant	Location-financement	Autres immobilisations corporelles
a) Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	1.021	3.501	3.779	0	
Mutations de l'exercice :					
- acquisitions, y compris la production immobilisée		969	271		
- cessions et désaffectations	122	(32)	(34)		
- transfert d'une rubrique à une autre					
Au terme de l'exercice	1.143	4.438	4.016	0	
c) Amortissements et réductions de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	268	3.468	2.826	0	
Mutations de l'exercice :					
- actés	28	690	393		
- acquis de tiers					
- annulés à la suite de cessions		(32)	(26)		
- transfert d'une rubrique à une autre					
Au terme de l'exercice	296	4.126	3.193	0	
d) Valeur comptable nette au terme de l'exercice (a) – (c)	847	312	823	0	



Annexe IV : ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	Entreprises		
	liées	avec un lien de participation	autres
1. Participations, actions et parts			
a) Valeur d'acquisition			
Au terme de l'exercice précédent	151.884	3.287	1.362
Mutations de l'exercice :			
- acquisitions	16.670		
- cessions et retraits	(123)		(2)
- transfert d'une rubrique à une autre			
Au terme de l'exercice	168.431	3.287	1.360
b) Plus-values			
Au terme de l'exercice précédent	12.394		
Au terme de l'exercice	12.394		
c) Réductions de valeur			
Au terme de l'exercice précédent	14.772	686	1.270
Mutations de l'exercice :			
- actées			
- acquises de tiers			
- annulées à la suite de cessions et retraits			(1)
Au terme de l'exercice	14.772	686	1.269
d) Montants non appelés			
Au terme de l'exercice précédent	0	186	2
Mutations de l'exercice	8		
Au terme de l'exercice	8	186	2
Valeur comptable nette au terme de l'exercice			
(a) + (b) – (c) – (d)	166.045	2.415	89
2. Créances			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	-	-	218
Mutations de l'exercice :			
- additions			5
- remboursements			(4)
- réductions de valeur reprises			
- autres			
Valeur comptable nette au terme de l'exercice	-	-	219
Réductions de valeur cumulées au terme de l'exercice			



Annexe V : PARTICIPATIONS ET ACTIONS DETENUES DANS D'AUTRES SOCIETES

	Actions détenues			Données extraites des derniers comptes annuels disponibles				
Dénomination et siège	Directement		Par filiales et sous-filiales	Comptes annuels arrêtés au	Unités monétaires	Fonds propres après affectation	Chiffre d'affaires	Résultat net
	Nombre	%	%	(en milliers d'unités monétaires)				
ABEB NV Frankrijklei 38 B. 11 Teniers Building B-2000 Antwerpen	255.867	99,81	0,19	31.12.04	EUR	965	13.965	(597)
BENELMAT SA Avenue Albert 1er 83 A B-1342 Limelette	255.858	94,37	5,63	31.12.04	EUR	6.678	6.393	427
BATIMENTS ET PONTS CONSTRUCTION SA Chaussée de la Hulpe 164 1170 Bruxelles	111.908	99,99	0,01	31.12.04	EUR	10.229	88.160	2.134
CENTRE DE COORDINATION INTERNATIONAL CFE SA Avenue Herrmann-Debroux 40-42 1160 Bruxelles	245.000	98	2	31.12.04	EUR	65.740	4.629	2.537
CFE CECHY S.R.O. Holeckova 83 Praha 5 Tchéquie	1	100	-	31.12.00	CSK	451	-	(85)
CFE HUNGARY CONSTRUCTION KFT Hercegprimas Utca 21, Illem. 24 1051 Budapest Hongrie	199	99,50	0,50	31.12.04	HUF	(2.002.642)	1.963.986	1.777.542
CFE NEDERLAND BV Spuiboulevard 354 3300 AE Dordrecht Pays-Bas	12.000	100	-	31.12.04	EUR	7.813	-	(80)
COMPAGNIE IMMOBILIERE DE WEIMERSKIRCH SA Route d'Arlon 72 Luxembourg	25	2,34	97,66	31.12.04	EUR	120	3.367	(45)
COMPAGNIE LUXEMBOURGEOISE D'ENTREPRISES CLE SA Route d'Arlon 72 Luxembourg	9.800	98	2	31.12.04	EUR	4.791	30.926	1.639
CONSTRUCTION MANAGEMENT SA Avenue Herrmann-Debroux 40-42 1160 Bruxelles	9.920	99,20	0,80	31.12.04	EUR	359	1.139	35
DREDGING, ENVIRONMENTAL AND MARINE ENGINEERING NV Scheldedijk 30 2070 Zwijndrecht	2.217.300	50	-	31.12.04	EUR	65.664	710.800	15.397
EFF AFRIQUE SA (en liquidation) 08 B.P. 2062 Abidjan 08 Côte d'Ivoire	3.995	80	-	31.12.98	XAF	(1.598.965)	-	(5.419)
ELECTRONIZET SA Rue Laid Burniat 2 1348 Louvain-la-Neuve	6.200	99,20	0,80	31.12.04	EUR	1.416	5.075	417



ENGEMA SA Avenue Herrmann-Debroux 40-42 1160 Bruxelles	15.689	99,96	0,04	31.12.04	EUR	2.604	13.510	183
IBENS-CFE KFT Hercegprimas Utca 21 1051 Budapest Hongrie	120	40	10	31.12.04	HUF	10.943	-	15
NIZET SA Rue Laid Burniat 2 1348 Louvain-la-Neuve	22.900	99,78	0,22	31.12.04	EUR	2.368	19.692	173
ROODEBEEK DEVELOPPEMENT SA Avenue Herrmann-Debroux 40-42 1160 Bruxelles	1.250	50	50	31.12.04	EUR	39	-	(15)
SOCIETE FINANCIERE D'ENTREPRISES SFE SA Rue Aldringen 14 Luxembourg	2.490	99,60	0,40	31.12.04	EUR	920	-	11
SOCIETE FRANCAISE D'INGENIERIE ET D'ENTREPRISE SFIE SA 8, Boulevard de la République 92100 Boulogne-Billancourt France	9.994	99,94	0,06	31.12.04	EUR	(3.990)	-	(311)
SOGESMAINT SA Avenue Herrmann-Debroux 40-42 1160 Bruxelles	24.994	99,98	0,02	31.12.04	EUR	774	13.358	95
VANDERHOYDONCKS NV Industrieterrein Kolmen 1108 3570 Alken	4.997	3,36	96,64	31.12.04	EUR	2.617	4.804	(295)
VAN MAERLANT SA Avenue Herrmann-Debroux 40-42 1160 Bruxelles	1.980	99	1	31.12.04	EUR	33	-	(6)
VAN WELLEN NV Klinkaardstraat 198 2950 Kapellen	16.692	50	-	30.11.04	EUR	9.713	71.058	819
VILLAS ET ENTREPRISES SA Avenue Herrmann-Debroux 40-42 1160 Bruxelles	900	90	10	31.12.04	EUR	391	-	(4)

Annexe VI : PLACEMENTS DE TRESORERIE, AUTRES PLACEMENTS

	2004	2003
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit	8.500	3.664
avec une durée résiduelle ou de préavis :		
- d'un mois au plus	8.500	3.664
- de plus d'un mois à un an au plus	-	-



Annexe VIII : ETAT DU CAPITAL (en milliers de EUR, sauf a) 2.)

	Résultats	Nombre d'actions
a) Capital social		
1. Capital souscrit		
- au terme de l'exercice précédent	19.000	
- au terme de l'exercice	19.000	
2. Représentation du capital		
2.1. Catégories d'actions		
- Parts sociales sans désignation de valeur nominale		581.879
2.2. Actions nominatives ou au porteur		
- Nominatives		266.143
- Au porteur		315.736
2.3. Actionnaires possédant 5 % ou plus des droits de vote afférents aux titres qu'ils possèdent :		
- VINCI CONSTRUCTION		
5, Cours Ferdinand de Lesseps		
F – 92851 Rueil-Malmaison Cedex (France)		
43,75 % soit		254.559 titres
selon déclaration subséquente de modification de quotité du 7 décembre 1999		
Liée à		
- VINCI		
5, Cours Ferdinand de Lesseps		
F – 92851 Rueil-Malmaison Cedex (France)		
1,63 %, soit		9.469 titres
- Grantham, Mayo, Van Otterloo & Co L.L.C.		
agissant pour le compte de ses fonds mutuels et comptes discrétionnaires		
40, Rowes Wharf		
Boston MA 02110 (USA)		
15,50 %, soit suivant déclaration du 18 janvier 2001		90.215 titres
		354.243 titres
e) Capital autorisé non souscrit	18.741	
Autorisation échéant le 23 mai 2005, suivant décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du 21 avril 2000.		



Annexe IX : PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

	2004
- Chantiers BENELUX	19.505
- Chantiers ETRANGER (COTE D'IVOIRE - CAMEROUN - MADAGASCAR - IRAK - EGYPTÉ)	4.485
- Plan de restructuration	2.421
- France	8.661
- Hongrie	6.750

Annexe X : ETAT DES DETTES

a) Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle

	Dettes		
	1. échéant dans l'année	2. ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir	3. ayant plus de 5 ans à courir
Dettes financières			
3. Dettes de location-financement et assimilées	-	-	-
Acomptes reçus sur commandes	-	-	-
Autres dettes	-	1.587	-
Total	-	1.587	-

c) Dettes fiscales, salariales et sociales

	2004
1. Impôts	
b. Dettes fiscales non échues	2.644
c. Dettes fiscales estimées	3.856
2. Rémunérations et charges sociales	
b. Autres dettes salariales et sociales	7.669



Annexe XII : RESULTATS D'EXPLOITATION (en milliers de EUR, sauf C1.)

	2004	2003
A. Chiffre d'affaires net		
Benelux	264.307	282.758
Etranger	-	-
	264.307	282.758
C1. Travailleurs inscrits au registre du personnel		
a) Nombre total à la date de clôture	1.131	1.076
b) Effectif du personnel calculé en équivalents temps plein	1.142,80	1.063,80
c) Nombre effectif d'heures prestées	1.680.662	1.575.536
C2. Frais de personnel		
a) Rémunérations et avantages sociaux directs	35.748	34.211
b) Cotisations patronales d'assurances sociales	18.477	17.614
c) Primes patronales pour assurances extra-légales	2.315	1.650
d) Autres frais de personnel	4.727	4.867
e) Pensions	-	-
f) Rémunération des sociétés momentanées	268	411
g) Expatriés	43	70
C3. Provisions pour pensions		
Utilisations et reprises (-)	(56)	(59)
D. Réductions de valeur		
1. Sur stocks et commandes en cours		
- Actées	5.347	20.925
- Reprises	-	(6.683)
2. Sur créances commerciales		
- Actées	650	-
- Reprises		
E. Provisions pour risques et charges		
- Constitutions	16.847	20.741
- Utilisations et reprises	(17.693)	(15.969)
F. Autres charges d'exploitation		
- Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	354	458
- Autres	24.168	42.193
G. Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise		
- Nombre moyen calculé en équivalents temps plein	4,16	2,57
- Nombre effectif d'heures prestées	7.979	4.947
- Frais pour l'entreprise	257	112



Annexe XIII : RESULTATS FINANCIERS

	2004	2003
a) Autres produits financiers		
Ventilation des autres produits		
- Différences de change	24	162
- Intérêts des sociétés momentanées	139	228
- Divers	22	7
- Gain sur option	729	-
b) Autres charges financières		
Ventilation des autres charges		
- Différences de change	21	67
- Frais de banque, escompte d'effets et couverture taux d'intérêts	178	4.675
- Commissions	318	292
- Sociétés momentanées	258	236

Annexe XIV : RESULTATS EXCEPTIONNELS

	2004
B. Ventilation des autres charges exceptionnelles	
Moins-value sur réalisation de notre participation dans CIW	9

Annexe XV : IMPOTS SUR LE RESULTAT

	2004
a) Détail de la rubrique	
1. Impôts sur le résultat de l'exercice	2.357
a. Impôts et précomptes dus ou versés	2.421
b. Excédent de versements d'impôts ou de précomptes portés à l'actif	(64)
2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	17
a. Suppléments d'impôts dus ou versés	17
b) Principales sources des disparités entre le bénéfice, avant impôts, et le bénéfice taxable estimé	
- Dépenses non admises	1.807
- Provisions taxées	(3.065)
d) Sources de latences fiscales	
- Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs	19.728



Annexe XVI : AUTRES TAXES ET IMPOTS A CHARGE DE TIERS

	2004	2003
a) Taxes sur la valeur ajoutée, taxes d'égalisation et taxes spéciales portées en compte :		
1. à l'entreprise (déductibles)	22.152	22.480
2. par l'entreprise	21.090	24.45
b) Montants retenus à charge de tiers, au titre de :		
1. précompte professionnel	10.040	9.718
2. précompte mobilier	287	541

Annexe XVII : DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

	2004	2003
Garanties constituées		
a. Avals et cautions donnés pour le groupe		
- Benelux	4.531	82.415
- Hongrie	7.807	7.440
- Pologne	5.631	5.113
- Madagascar	200	5.013
Total a.	18.169	99.981
b. Cautions pour travaux et cautions diverses		
- Benelux	79.728	65.128
- Algérie	12	12
- Egypte	650	651
- Hong Kong	42	48
- Pologne	-	10
c. Cautions marchands de biens et garanties locatives	19	19
d. Engagements de leasing	-	-
Total b. - c. - d.	80.451	65.868
Garanties reçues		
a. Sous-traitants	12.456	13.088
b. Garanties de paiement	-	-
c. Droits d'usage à long terme et garanties locatives	1	1
Total	12.457	13.089



Annexe XVIII : RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

	Entreprises liées		Entreprises avec lien de participation	
	2004	2003	2004	2003
1. Immobilisations financières	166.045	149.506	2.415	2.415
- Participations	166.045	149.506	2.415	2.415
- Créances : subordonnées	-	-	-	-
2. Créances	38.352	18.852	-	-
- A plus d'un an	-	-	-	-
- A un an au plus	38.352	18.852	-	-
4. Dettes	110.007	101.466	-	-
- A plus d'un an	-	4.958	-	-
- A un an au plus	110.007	96.508	-	-
5. Dettes et engagements garantis par l'entreprise	18.169	99.981	-	-
7. Résultat financiers				
- Produits	8.863	14.626	-	-
- des immobilisations financières	8.087	9.577	-	-
- des actifs circulants	776	5.049	-	-
- Charges des dettes	3.465	4.969	-	-
8. Cessions d'actif immobilisés				
- Plus-values réalisées	1	-	-	-
- Moins-values réalisées	-	-	-	-

Annexe XIX : RELATIONS FINANCIERES AVEC LES ADMINISTRATEURS ET GERANTS

	2004
4. Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable	
- aux administrateurs et gérants	208



6. BILAN SOCIAL

I. ETAT DES PERSONNES OCCUPEES

A. TRAVAILLEURS INSCRITS AU REGISTRE DU PERSONNEL				
1. Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent	1. Temps plein (exercice)	2. Temps partiel (exercice)	3. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice)	4. Total (T) ou total en équivalents temps plein (ETP) (exercice précédent)
	2004	2004	2004	2003
Nombre moyen de travailleurs	1.096,16	57	1.142,80	1.063,80
Nombre effectif d'heures prestées	1.612.512	68.150	1.680.662	1.575.536
Frais de personnel (en milliers d'euros)	59.342	2.236	61.578	58.822
Avantages accordés en sus du salaire (en milliers d'euros)	-	-	-	-
2. A la date de clôture de l'exercice		1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel		1.074	57	1.119,60
b) Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée		1.071	57	1.116,60
Contrat à durée déterminée		3		3,0
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini				
Contrat de remplacement				
c) Par sexe				
Hommes		1.021	34	1.048,20
Femmes		53	23	71,4
d) Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction		11		11,0
Employés		337	25	357
Ouvriers		726	32	751,6
Autres				
B. PERSONNEL INTERIMAIRE ET PERSONNES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRISE				
Au cours de l'exercice	1. Personnel intérimaire		2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise	
Nombre moyen de personnes occupées	4,2			
Nombre effectif d'heures prestées	7.979			
Frais pour l'entreprise (en milliers d'euros)	257			



II. TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

A. ENTREES	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	241		241,0
b) Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	241		241,0
Contrat à durée déterminée			
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini			
Contrat de remplacement			
c) Par sexe et niveau d'études			
Hommes : primaire	48		48,0
secondaire	158		158,0
supérieur non universitaire	11		11,0
universitaire	17		17,0
Femmes : primaire			
secondaire	2		2,0
supérieur non universitaire	2		2,0
universitaire	3		3,0
B. SORTIES	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
a) Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite au registre du personnel au cours de l'exercice	186		186,0
b) Par type de contrat de travail			
Contrat à durée indéterminée	185		185,0
Contrat à durée déterminée	1		1,0
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini			
Contrat de remplacement			
c) Par sexe et niveau d'études			
Hommes : primaire	43		43,0
secondaire	105		105,0
supérieur non universitaire	18		18,0
universitaire	17		17,0
Femmes : primaire			
secondaire	2		2,0
supérieur non universitaire			
universitaire	1		1,0
d) Par motif de fin de contrat			
Pension	10		10,0
Prépension	25		25,0
Licenciement	48		48,0
Autre motif	103		103,0



III. ETAT CONCERNANT L'USAGE, AU COURS DE L'EXERCICE, DES MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI

MESURES EN FAVEUR DE L'EMPLOI	Nombre de travailleurs concernés		3. Avantage financier (en milliers d'euros)
	1. Nombre	2. Equivalents temps plein	
1. Mesures comportant un avantage financier			
1.1 Plan d'entreprise			
- Hommes	129	129	203
- Femmes			
1.2 Plan d'embauche des jeunes			
1.3 Bas salaires			
1.4 Accords pour l'emploi 1995-1996			
- Hommes			
- Femmes			
1.5 Plan d'embauche pour les chômeurs de longue durée			
1.6 Maribel	1.171	1.159	1.731
1.7 Emplois de réinsertion (plus de 50 ans)			
1.8 Prépension conventionnelle à mi-temps			
1.9 Interruption complète de carrière			
1.10 Réduction des prestations de travail (interruption de carrière à temps partiel)			
2. Autres mesures			
2.1 Contrat de première expérience professionnelle			
2.2 Emplois-tremplin			
2.3 Stage des jeunes			
2.4 Conventions emploi-formation	12	11,5	
2.5 Contrat d'apprentissage			
2.6 Contrats de travail successifs conclus pour une durée déterminée			
2.7 Prépension conventionnelle			
Nombre de travailleurs concernés par une ou plusieurs mesures en faveur de l'emploi			
Total pour l'exercice	1.312	1.299,5	
Total pour l'exercice précédent	1.298	1.285,8	

IV. RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

Total des initiatives en matière de formation des travailleurs à charge de l'employeur	1. Nombre de travailleurs concernés	2. Nombre d'heures de formation suivies	3. Coût pour l'entreprise (en milliers d'euros)
Hommes	235	8.518	102
Femmes	20	630	13



7. SOCIETES MOMENTANEEES

Méthode de l'intégration à la proportionnelle

Cette méthode est utilisée pour les sociétés momentanées intégrées dont le chantier est en cours d'activité. Cette méthode consiste à inclure dans les rubriques du bilan, la quote-part de l'actif et du passif de la société momentanée, après l'élimination des comptes réciproques ainsi que de notre quote-part du résultat. Notre quote-part des produits et charges est reprise dans chaque rubrique du compte de résultat.



8. RESUME DES REGLES D'EVALUATION

En 2004 CFE a modifié ses règles d'évaluation. L'impact de ces modifications dans nos comptes est détaillé dans les pages 9 et 10 du rapport consolidé (Chapitre 4. Commentaires sur les comptes consolidés - Introduction).

1. Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont pris en charge directement dans l'exercice au cours duquel ils sont exposés. Toutefois, en raison des engagements pris en matière de prépensions conventionnelles liées à des restructurations d'activité, du caractère exceptionnel de la dépense nettement circonscrite et relative à une modification substantielle de l'organisation de l'entreprise et de l'impact favorable et durable sur la rentabilité de l'entreprise, le conseil d'administration arrête les règles d'évaluation suivantes :

- a) il est porté à l'actif du bilan, sous la rubrique "Frais de premier établissement", les engagements pris et restant à courir en matière de prépensions au profit du personnel de l'entreprise;
- b) il est porté au passif du bilan, sous la rubrique "Provisions pour risques et charges", le montant des charges correspondant aux engagements pris et restant à courir dans le cadre de prépensions de membres de l'entreprise.

Le montant initial des engagements pris sera revu annuellement en fonction du paiement des rentes ou de leur extinction.

Le montant des "Frais de premier établissement" sera amorti en fonction des paiements faits pendant l'exercice.

2. Immobilisations incorporelles

Les acquisitions et les apports d'immobilisations incorporelles sont portés à l'actif du bilan pour leur valeur d'acquisition ou d'apport. S'il apparaissait ultérieurement que la valeur de cet actif ait subi une dépréciation durable, une réduction de valeur appropriée serait actée.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, y compris les frais accessoires, ou à leur prix de revient, ou à leur valeur d'apport.

Les amortissements sont pratiqués sur base de la méthode linéaire, aux taux fiscalement admis, sur base de la durée de vie probable.

La première annuité d'amortissement de l'année comptable pendant laquelle les immobilisations ont été acquises ou constituées sera prise en considération prorata temporis.

Aucun amortissement ne sera acté durant l'année d'aliénation.

Les frais accessoires sont amortis de la même manière et selon le même rythme que la valeur d'investissement ou de revient des immobilisations concernées.

4. Immobilisations financières

Les participations, actions et parts sont portées à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus et compte tenu des montants restant éventuellement à libérer.

A la fin de chaque exercice, une évaluation individuelle de chaque poste est effectuée, de manière à refléter, de façon aussi satisfaisante que possible, la situation, la rentabilité ou les perspectives de la société concernée. Cette évaluation tient compte de la nature et des caractéristiques du titre. Elle peut être basée sur l'un ou l'autre des critères traditionnellement utilisés pour de telles appréciations ou bien sur la moyenne, pondérée de manière appropriée, de plusieurs d'entre eux.

Lorsque cette évaluation fait apparaître, par rapport à la valeur comptable, une dépréciation durable, les titres font l'objet d'une réduction de valeur égale à la partie durable de la moins-value observée. Une reprise de réduction de valeur est effectuée lorsqu'une plus-value durable est observée sur les titres qui auraient fait l'objet antérieurement d'une réduction de valeur.

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale ou à leur prix d'acquisition. Elles font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durable.



5. Stocks

1. Les matières premières, les matières consommables, les fournitures, les marchandises et les terrains destinés à la revente sont portés à l'actif, au plus bas du prix moyen pondéré d'acquisition et du prix du marché à la date de clôture de l'exercice.
2. Les chantiers ne sont plus stockés. Les résultats sont calculés de la manière suivante :
 - les résultats sur les travaux en cours sont dégagés annuellement au prorata de leur avancement et compte tenu des perspectives prudentes de résultat en fin de chantier, ce aussi bien pour les chantiers en propre que pour ceux menés en association;
 - l'avancement d'une affaire à un moment donné est déterminé en pourcentage par la comparaison entre les coûts totaux cumulés à une date donnée avec les coûts totaux calculés à la fin de l'affaire, et ce compris les coûts attribuables au contrat tels que définis dans la norme IAS 11;
 - le résultat constaté ainsi dans les comptes annuels correspond à un pourcentage d'avancement appliqué au résultat prévisionnel de cette affaire, si à la date de clôture, l'évaluation est fiable;
 - les pertes futures sont provisionnées dans les comptes annuels, quel que soit le pourcentage d'achèvement des travaux;
 - pour les travaux à l'étranger, les résultats ne sont pris en considération que si les rentrées correspondantes de devises sont réalisées dans des comptes bancaires en Belgique ou dans un pays ne comportant pas de risques de transférabilité.

6. Créances à plus d'un an et créances à un an au plus

Les créances sont comptabilisées à la valeur nominale ou à la valeur d'acquisition.

Une réduction de valeur est opérée lorsque la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à la valeur comptable et à condition que la dépréciation soit durable dans le cas de créances à plus d'un an.

7. Placements de trésorerie et valeurs disponibles

Les titres de placement sont portés à l'actif du bilan à leur prix d'acquisition, frais accessoires exclus. A la clôture de l'exercice, ils font l'objet d'une réduction de valeur, si la valeur estimée est inférieure à la valeur comptable.

Les autres placements de trésorerie et les valeurs disponibles sont estimés comme les créances à un an au plus.

Toutefois, les placements de trésorerie qui ne sont destinés à être réalisés qu'à moyen et long termes, ne font l'objet d'une réduction de valeur qu'en cas de moins-value ou de dépréciation durable.

8. Provisions pour risques et charges

A la clôture de chaque exercice, le conseil d'administration, statuant avec prudence, sincérité et bonne foi, examine les provisions à constituer pour couvrir tous les risques prévus ou pertes éventuelles nés au cours de l'exercice et des exercices antérieurs.

Les provisions afférentes aux exercices antérieurs sont régulièrement revues et reprises en résultats si elles sont devenues sans objet.

9. Dettes à plus d'un an et à un an au plus

Ces dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

10. Comptabilisation des actifs et passifs en monnaies étrangères

Les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours publié par la Banque Nationale.

Les différences de change sont prises en résultats.

Les écarts de conversion sont traités conformément à l'avis n° 152 de la Commission des Normes Comptables (Bulletins n° 20 et 26).



9. RAPPORT DES COMMISSAIRES SUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2004 PRESENTE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE

COMPAGNIE D'ENTREPRISES CFE, SA

Aux Actionnaires,

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes annuels établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration de la société, pour l'exercice se clôturant le 31 décembre, dont le total du bilan s'élève à 372.871 (000) EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 1.190 (000) EUR. Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques complémentaires requises par le Code des Sociétés.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables aux comptes annuels en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Les responsables de la société ont répondu avec clarté à nos demandes d'explications et d'informations. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent, les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2004 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

Attestations et informations complémentaires

Nous complétons notre rapport par les attestations et informations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- le rapport de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels.
- sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- nous ne devons vous signaler aucune opération conclue ou décision prise en violation des statuts ou du Code des Sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'Assemblée Générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- nous attirons votre attention sur le rapport de gestion qui, en application de l'article 524 du Code des Sociétés, fait mention des opérations suivantes qui se sont produites depuis votre dernière assemblée générale ordinaire :
 - en mai 2004, la société a acquis 100% des actions de la société Bâtiments et Ponts Construction à Vinci Construction, actionnaire de référence de la société pour un prix de 11.000(000) EUR.
 - en juin 2004, la société a acquis 50% des actions de la société de droit luxembourgeois Elinvest, SA pour un montant de 4(000) EUR, 50% des comptes-courants détenus par la société Elige Participation sur Libertim Luxembourg, SA et Elinvest, SA pour un montant de 9.581(000) EUR. En outre, la société a souscrit à une augmentation de capital de la société Libertim, SA pour un montant de 25(000) EUR lui conférant ainsi 50% du capital de la société. Ces sociétés sont directement ou indirectement liées à Vinci Construction, actionnaire de référence de la société.

Le comité, composé de trois administrateurs indépendants, assisté d'experts indépendants a conclu que ces transactions n'étaient pas de nature à occasionner à la société des dommages abusifs à la lumière de la politique menée par la société.

Bruxelles, le 23 mars 2005

Les commissaires,

DELOITTE & PARTNERS,
Reviseurs d'Entreprises SC s.f.d SCRL
Représentée par Rik Neckebroek

DELOITTE & TOUCHE,
Reviseurs d'Entreprises SC s.f.d SCRL
Représentée par James Fulton



10. NOMINATIONS STATUTAIRES

Les mandats d'administrateur de messieurs Renaud Bentégeat, Alain Philipppson et Philippe Ratynski viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire du 4 mai 2005.

Il est proposé à l'assemblée générale ordinaire du 4 mai 2005 de renouveler les mandats d'administrateur de messieurs Renaud Bentégeat et Philippe Ratynski, d'une part, et le mandat d'administrateur indépendant de monsieur Alain Philipppson, d'autre part, pour un terme de quatre ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2009.

Le mandat de Deloitte & Touche, représentée par monsieur James Fulton, viendra à échéance au terme de l'assemblée générale ordinaire du 4 mai 2005. Ce mandat ne sera pas renouvelé.





Contact et responsable de l'édition :

Terry Somers

Compagnie d'Entreprises CFE SA

Avenue Herrmann-Debroux 42

BE-1160 Bruxelles (Belgique)

Tél. +32 (0)2 661 14 44

Fax +32 (0)2 661 10 10

tsomers@cfe.be